



Rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

2021



TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et acronymes	3
Liste des tableaux et des figures	4
Résumé exécutif	5
EXECUTIVE SUMMARY	8
1 Contexte particulier et justification.	11
2 OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION	11
3 METHODOLOGIE DE L'ETUDE	11
4 RESULTATS DE LA MISSION	12
4.1 Contexte	12
4.2 Méthodologie du Cadre harmonisé	12
4.2.1 Echelle de classification du Cadre Harmonisé	12
4.2.2 Principales sources des données utilisées pour les analyses du CH	14
4.3 Analyse globale de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations de la région Afrique de l'Ouest et Sahel	14
4.3.1 SITUATION AGRICOLE	14
4.3.2 SITUATION PASTORALE	15
4.3.3 SITUATION DES MARCHÉS	16
4.3.4 SITUATION NUTRITIONNELLE	16
4.3.5 ZONES EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	17
4.3.6 POPULATION EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	18
4.4 Facteurs déterminants (éléments de risques et vulnérabilité courante)	18
4.4.1 DANGERS ET VULNÉRABILITÉ	18
4.4.2 FACTEURS LIMITANT	18
4.4.2.1 Disponibilité	18
4.4.2.2 Accès	20
4.4.2.3 Utilisation	20
4.4.2.4 Stabilité	20
4.4.2.5 Actions réalisées – PNR 2020	20
5 Perspectives alimentaires et nutritionnelles en 2021	21
6 Recommandations	22
Synthèse pays	23
Burkina Faso	24
Cote d'Ivoire	26
GAMBIE	28
GHANA	30
Guinée	32
GUINEE BISSAU	34
Libéria	36
Mali	38
Mauritanie	40
Niger	42
Nigéria	44
Sénégal	46
Sierra Leone	48
Tchad	50
Togo	52
ANNEXES	54

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ACF	Action contre la faim
AT PAGR-SANAD	Assistant Technique du Projet d'Appui à la Gouvernance Régionale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et l'Agriculture Durable
BN	Bénin
CEDEAO	Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CH	Cadre Harmonisé
CILSS	Comité permanent Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CRA	Centre Régional AGRHYMET
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
EC-JRC	European Commission Joint Research Center
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FED	Fonds Européen de Développement
FEWS NET	Famine Early Warning System Network
FICR	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge
IPC/GSU	Integrated Food Security Phase Classification/ Global Support Unit
LGA	local Gouvernement Area
ODD	Objectifs de Développement Durable
MAS	Malnutrition Aigüe sévère
OIG	Organisation Inter Gouvernementale
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées Internes
PRH (HRP)	Plan de Réponse Humanitaire
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RIM	République Islamique de Mauritanie
RR-SAN	Rapport Régional sur la Situation Alimentaire et Nutritionnelle
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SC	Save the Children
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

TABLEAUX

Tableau 1: Description des phases du CH et des objectifs d'intervention

Tableau 2: Estimation des populations par phase en situation courante 2021

Tableau 3: Estimation des populations par phase en situation projetée 2021

FIGURES

Figure 1: Evolution de la production des céréales dans les pays du CILSS et CEDEAO

Figure 2: Situation pastorale : anomalie de production de biomasse hivernage 2020

Figure 3: Situation de marché des céréales dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Figure 4: Situation de la malnutrition aigue globale dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Figure 5: Situation alimentaire et nutritionnelle et estimation des zones en période courante 2021

Figure 6: Productions 2020-2021 des céréales dans les pays du CILSS et CEDEAO

Figure 7: Bilan des PNR 2020 dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Figure 8: Situation alimentaire, nutritionnelle et estimation des zones en période projetée 2021

1. Contexte

La disponibilité alimentaire est relativement satisfaisante, en raison des conditions agro-climatiques favorables, à l'issue de la campagne agro-pastorale 2020-2021. Il est ressorti en général que les productions agricoles et pastorales sont en hausse comparées à la moyenne quinquennale.

Par contre, les conséquences de la pandémie de la COVID-19 et le ralentissement des demandes locales, régionale et internationale ont conduit à des baisses importantes de certaines productions de culture de rente, comme le Coton et le Cacao, entraînant ainsi une baisse de revenus tirés de ces cultures et une dégradation des moyens d'existence et des conditions de sécurité alimentaire de certaines populations.

2. Méthodologie

Les analyses nationales du Cadre Harmonisés ont été menées par les Cellules Nationales d'Analyse du CH (Services techniques, systèmes des nationaux unis, ONG nationales et internationales), avec la facilitation et l'appui techniques des membres du Comité Technique Régional du CH (CILSS, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children) sur la base de la version 2.0 du manuel du CH.

3. Analyse globale de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Situation agricole : La production céréalière définitive dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour la campagne 2020-2021 est estimée à 74,3 millions de tonnes. Soit une hausse de 0,6% comparée à la campagne 2019/2020 et de 9% par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes.

Situation pastorale : Sur le plan pastoral, malgré les bonnes pluies enregistrées au cours de la saison hivernale 2020-2021, les restrictions liées aux mouvements de la transhumance et le renforcement des contrôles de sécurité dans d'autres pays impactent négativement la mobilité des éleveurs et de leurs troupeaux vers les pays d'accueil du golfe

de Guinée. En outre, l'aggravation de l'insécurité dans les zones du Liptako Gourma et du bassin du Lac Tchad exacerbe la vulnérabilité des ménages pastoraux.

Situation des marchés : Malgré une situation agricole satisfaisante, les niveaux d'approvisionnement des marchés agricoles sont globalement faibles à moyen comparativement à l'année dernière. Les prix des denrées alimentaires sont en général élevés sur l'ensemble des marchés de la région.

On note des inflations dans plusieurs pays (Nigeria, Liberia, Sierra Léone, Ghana, Gambie et Guinée) et des baisses de production céréalière dans les pays du Golfe de Guinée. Ces événements ont été accentués par les impacts des mesures de gestion de la pandémie de la COVID-19.

Situation nutritionnelle : elle demeure inquiétante dans la région. En 2020, plus de 1,5 millions des cas d'enfants (6 à 59 mois) malnutris ont été enregistrés dans les pays sahéliens et plus de 160 milles dans les pays côtiers où les admissions sont en nette progression (+66%) au regard de la conjoncture alimentaire. Les prévalences de la malnutrition aiguë sont toujours alarmantes avec des valeurs dépassant 10% (seuil élevé de l'OMS) dans plusieurs régions au Mali, au Burkina Faso, au Tchad, au Niger et dans certains Etats du Nord - Est du Nigeria.

Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle:

Le processus d'analyse CH de mars 2021 (période courante) a couvert 14 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Au total 827 zones ont été analysées sur l'ensemble des pays. On constate que 114 zones sont classées en crise (Phase 3) et 4 zones en urgence (phase 4) dans l'Etat de Borno, au Nord-Est du Nigéria. 379 zones sont sous pression.

Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle : Durant la période de mars-mai 2021 sur près de 267,8 millions de personnes analysées, les proportions classées par phase de sévérité sont : 73,6% en phase minimale, 19,1% en phase 2-sous pression, 6,9% en phase 3-crise, 0,4% en phase 4-urgence et aucune population n'est classée en phase 5-catastrophe.

Parmi les populations en phase 3 et 4, on note plus de 22,2 millions de personnes sont classées en phase crise à pire dans l'ensemble des 14 pays concernés. Plus des quatre cinquièmes (82%) de ces populations se trouvent au Nigéria (9,2 millions), au Burkina Faso (2,1 million), au Niger (1,6 million), en Sierra Leone (1,5 million) et au Tchad (1,3 millions). Au total, plus de 57 millions de personnes sont en phase sous-pression.

En plus des personnes en phase de crise et urgence, l'analyse fait ressortir environ 19,1% de personnes en phase 2 – sous pression. Ces populations sont à la limite de leur capacité de faire face à leurs besoins alimentaires essentiels et sont dans l'incapacité de faire face aux autres dépenses non alimentaires (éducation, santé...) sans dilapider leurs capitaux de base. Au total environ 51,2 millions de personnes sont dans la phase 2.

4. Facteurs déterminants (éléments de risques et vulnérabilité courante)

Dangers et vulnérabilité : Comme observé au cours des dernières années, la région ouest africaine est soumise à une panoplie de facteurs qui expliquent l'aggravation d'une situation alimentaire et nutritionnelle déjà fragile en dépit une campagne agricole jugée moyenne à bonne. En effet, la persistance des conflits et des situations d'insécurité provoquent des déplacements massifs de populations, la problématique d'accès aux ressources et les effets négatifs de la pandémie de la COVID 19 ont engendré une détérioration des conditions de moyens d'existence et économiques des populations.

Facteurs limitants



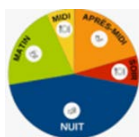
Disponibilité : La production agricole est globalement bonne dans la région, à l'exception des zones d'insécurité où l'accès à la terre et aux intrants est limité. Dans le Bassin Ouest, les marchés agricoles de la Gambie et du Sénégal sont correctement approvisionnés en céréales (mil, maïs, riz importé, riz local décortiqué) et en produits de rente (arachide, niébé).



Accès : L'accès alimentaire est affecté par la baisse des revenus et une réduction du pouvoir d'achat des ménages, dans les pays tels que le Liberia et la Sierra Leone. Les prix sont en hausse de plus de 10% par rapport à la moyenne quinquennale dans la moitié des pays de la région. Dans les zones affectées par la crise sécuritaire comme le Liptako Gourma, au centre du Mali, dans le bassin du Lac Tchad et au centre-ouest du Nigéria, l'accès alimentaire demeure problématique pour les ménages pauvres à cause de l'insécurité persistante.



Utilisation : Les mauvaises conditions d'utilisation des aliments expliquent en partie la détérioration de l'état nutritionnel des populations, notamment des enfants de moins de cinq ans, en raison principalement de la situation alimentaire et nutritionnelle critique aggravée par la superposition de plusieurs chocs (crises sécuritaire et sanitaire, inflation, ...). En particulier, dans la zone du Liptako-Gourma, la fermeture de plusieurs centres de santé, consécutive à la détérioration de la situation sécuritaire risque d'exacerber la situation nutritionnelle déjà critique.



Stabilité : La situation sécuritaire reste le principal élément perturbateur de la stabilité alimentaire dans la région. L'accès aux aliments est fortement perturbé par la situation sécuritaire dans les zones du Lac Tchad, du Liptako Gourma au centre et au nord-ouest du Nigeria (Kastina, Kaduna, Sokoto et l'Etat du Niger). De plus, du fait de la dégradation continue de la situation sécuritaire depuis plusieurs années, les ménages qui sont dans ces zones et les populations déplacées internes (PDI) subissent une forte érosion de leurs moyens d'existence. On compte plus de 5,6 millions de PDI dans la région. Dans certaines zones, les activités saisonnières génératrices de revenus aux ménages pauvres sont ralenties du fait de la pandémie de la COVID-19.

5. Actions réalisées – PNR 2020

Plusieurs pays ont préparé des PNR en plus OCHA a initié les plans de réponse humanitaires (PRH) dans certains pays afin de juguler les différentes crises.

L'avènement de la COVID 19 a poussé les pays à mettre en place des mesures de mitigation de la pandémie. Suite aux recommandations du RPCA d'avril 2020, les plans de réponse ont fait l'objet d'une révision afin de tenir compte des évolutions des crises alimentaire, sanitaire et sécuritaire.

6. Perspectives alimentaires et nutritionnelles en 2021

La consommation alimentaire est acceptable dans la plupart des zones. Toutefois, dans certaines zones, la consommation alimentaire reste déficitaire et risque même de se détériorer au cours de la période allant de juin à août 2021. Il s'agit notamment des zones où la situation sécuritaire s'est dégradée (Burkina Faso, Liptako Gourma, Région du lac Tchad et nord-est et nord-ouest du Nigeria) et dans celles confrontées à une situation économique difficile (Sierra Leone et Liberia).

La situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader dans la région du fait de la soudure alimentaire dans la majorité des pays. En effet sur environ 296 millions de personnes analysées, 68,2% sont identifiées en phase minimale, 22,7% en phase sous pression, 8,5% en phase crise et 0,6% en situation d'urgence.

Ainsi, un peu plus de 27 millions (équivalent des proportions en crise et en urgence, soit 9,1% de la population analysée) de personnes pourraient être touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire dans les 16 pays analysés. Le nombre de personnes en crise ou pire dépasserait le million dans 7 pays avec plus de 12,8 millions au Nigéria, 2,9 millions au Burkina Faso, 2,3 millions au Niger, 1,8 millions au Tchad et en Sierra Leone et 1,3 million au Mali.

Au demeurant, plus de 67 millions de personnes seront en phase sous pression, dont plus de 30 millions sont localisées dans les 17 Etats analysés au Nigéria.

7. Recommandations

En termes de recommandations, les actions urgentes suivantes sont préconisées :

- Assister les 27 millions de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en phase de crise ou pire dans tous les pays afin d'éviter l'érosion totale des moyens d'existence et sauver les vies humaines;
- Renforcer les capacités de résilience de près de 67.2 millions de personnes en phase « sous pression » dans tous les pays pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Faciliter les mouvements de transhumance et le dialogue entre les pays de départ et ceux d'accueil pour favoriser l'accès aux ressources pastorales ;
- Poursuivre et renforcer les actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones à travers des plans de réponses actualisés.
- Organiser une mission conjointe de suivi de la situation alimentaire en Sierra Leone et au Libéria;
- Appuyer les dispositifs de collecte des données intégrées de sécurité alimentaire et nutrition au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Cabo Verde, au Ghana, au Libéria et en Sierra Leone ;
- Renforcer les initiatives en cours pour l'analyse genre dans le cycle du cadre harmonisé au niveau national et régional à travers une prise en compte dans la collecte des données SAN des indicateurs sur le genre;
- Evaluer les plans nationaux de réponse écoulés et s'assurer du suivi des réponses.

1. Context

Food availability is relatively satisfactory at the end of the 2020-2021 agro-pastoral season due to favorable agro-climatic conditions. In general, agricultural and pastoral production is up compared to the five-year average.

However, the consequences of the COVID-19 pandemic and the slowdown in local, regional and international demand have led to significant declines in some cash crop production, such as cotton and cocoa, resulting in a decline in income from these crops and a deterioration in the livelihoods and food security conditions of some populations.

2. Methodology

The national analyses of the Harmonized Framework were conducted by the CH National Analysis Units (Technical Services, United Nations systems, national and international NGOs), with the technical facilitation and support of the members of the CH Regional Technical Committee (CILSS, FAO, FEWS NET, IFRC, IPC/GSU, OXFAM, WFP and Save the Children) based on the version 2.0 of the CH manual

3. Global analysis of food and nutrition security in the Sahel and West Africa

Agricultural situation: Final cereal production in the Sahel and West Africa region for the 2020-2021 season is estimated at 74.3 million tons. This represents an increase of 0.6% compared with the 2019/2020 season and 9% compared with the average for the past five seasons.

Pastoral situation : On the pastoral front, despite the good rains recorded during the 2020-2021 winter season, restrictions on transhumance movements and the tightening of security controls in other countries are having a negative impact on the mobility of livestock breeders and their herds to host countries in the Gulf of Guinea. In addition, increased insecurity in the Liptako Gourma and Lake Chad Basin areas is exacerbating the vulnerability of pastoral households.

Market Situation : Despite a satisfactory agricultural situation, overall supply levels for agricultural markets are low to average compared to last year. Food prices are generally high on all markets in the region.

Inflation has occurred in several countries (Nigeria, Liberia, Sierra Leone, Ghana, Gambia, and Guinea) and cereal production has declined in the Gulf of Guinea countries. These events have been accentuated by the impacts of the COVID-19 pandemic management measures.

Nutritional situation : This remains a concern in the region. In 2020, more than 1.5 million cases of malnourished children (6 to 59 months) were recorded in the Sahelian countries and more than 160,000 in the coastal countries, where admissions have increased significantly (+66%) due to the food situation. The prevalence of acute malnutrition is still alarming, with values exceeding 10% (WHO's high threshold) in several regions of Mali, Burkina Faso, Chad, Niger and some states in north-eastern Nigeria..

Food and Nutrition Insecure Areas : The March 2021 CH analysis process (current period) covered 14 countries in the Sahel and West Africa. A total of 827 areas were analyzed across all countries (Figure 1). It can be seen that 114 areas are classified as being in crisis (Phase 3) and 4 areas as being in emergency (Phase 4) in Borno State, in northeast Nigeria. 379 areas are under pressure.

Food and nutritionally insecure population : During the period March-May 2021, out of nearly 267.8 million people analyzed, the proportions classified by severity phase are: 73.6% in minimum phase, 19.1% in phase 2-under pressure, 6.9% in phase 3-crisis, 0.4% in phase 4-emergency and no population is classified in phase 5-disaster. Among the populations in phase 3 and 4, more than 22.2 million people are classified as crisis to worst in all 14 countries. More than four-fifths (82%) of these populations are in Nigeria (9.2 million), Burkina Faso (2.1 million), Niger (1.6 million), Sierra Leone (1.5 million) and Chad (1.3 million). In total, more than 57 million people are under pressure..

In addition to people in the crisis and emergency phase, the analysis shows that approximately 19.1% of people are in phase 2 - under pressure. These populations are at the limit of their capacity to meet their basic food needs and are unable to meet other non-food expenses (education, health, etc.) without squandering their basic assets. In total, approximately 51.2 million people are in phase 2.

4. Determining factors (elements of risk and current vulnerability)

Dangers and vulnerability : As observed in recent years, the West African region is subject to a range of factors that explain the worsening of an already fragile food and nutrition situation, despite an agricultural season that was considered average to good. Indeed, the persistence of conflicts and insecurity situations are causing massive population displacements, the problem of access to resources and the negative effects of the COVID 19 pandemic have led to a deterioration in the livelihood and economic conditions of the populations.

Limiting Factors



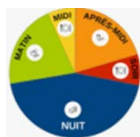
Availability : Agricultural production is generally good in the region, except in insecure areas where access to land and inputs is limited. In the Western Basin, agricultural markets in The Gambia and Senegal are well supplied with cereals (millet, maize, imported rice, local husked rice) and cash crops (groundnuts, cowpeas). In the other basin countries (Sierra Leone and Liberia), markets are well supplied with imported foodstuffs, although prices are still high.



Access : Food access is affected by declining incomes and reduced household purchasing power in countries such as Liberia and Sierra Leone. Prices are up by more than 10 percent compared to the five-year average in half of the countries in the region. In areas affected by the security crisis such as Liptako Gourma, central Mali, the Lake Chad Basin, and west-central Nigeria, food access remains problematic for poor households due to persistent insecurity



Utilization : Poor food utilization conditions partly explain the deterioration in the nutritional status of the population, particularly children under five, mainly due to the critical food and nutrition situation, which is aggravated by the superposition of several shocks (security and health crises, inflation, etc.). In particular, in the Liptako-Gourma area, the closure of several health centers, following the deterioration of the security situation, risks exacerbating the already critical nutritional situation.



Stability : The security situation remains the main factor affecting food stability in the region. Access to food is severely disrupted by the security situation in the Lake Chad, Liptako Gourma areas of central and northwestern Nigeria (Kastina, Kaduna, Sokoto and Niger State). In addition, due to the continued deterioration of the security situation over the past several years, households in these areas and internally displaced populations (IDPs) are experiencing a severe erosion of their livelihoods. There are over 5.6 million IDPs in the region. In some areas, seasonal income-generating activities for poor households have been slowed due to the COVID-19 pandemic

5. Actions taken - NRP 2020

Several countries have prepared NRPs and OCHA has initiated Humanitarian Response Plans (HRPs) in some countries to address the various crises. The advent of COVID 19 has prompted countries to put in place pandemic mitigation measures. Following the recommendations of the April 2020 RPCA, the response plans have been revised to take into account the evolving food, health and security crises.

6. Food and Nutrition Outlook in 2021

Food consumption is acceptable in most areas. However, in some areas, food consumption remains deficient and may even deteriorate during the period from June to August 2021. These include areas where the security situation has deteriorated (Burkina Faso, Liptako Gourma, Lake Chad Region, and northeastern and northwestern Nigeria) and those facing a difficult economic situation (Sierra Leone and Liberia).

The food and nutrition situation could deteriorate in the region due to the food shortage in most countries. In fact, out of approximately 296 million people analyzed, 68.2% are identified as being in the minimum phase, 22.7% in the pressure phase, 8.5% in the crisis phase and 0.6% in the emergency phase.

Thus, just over 27 million people (equivalent to the proportions in crisis and emergency, or 9.1% of the population analyzed) could be affected by food and nutrition insecurity in the 16 countries analyzed. The number of people in crisis or worse would exceed one million in 7 countries, with more than 12.8 million in Nigeria, 2.9 million in Burkina Faso, 2.3 million in Niger, 1.8 million in Chad and Sierra Leone, and 1.3 million in Mali. In fact, more than 67 million people will be in the pressure phase of which more than 30 million are located in the 17 states analyzed in Nigeria.

7. Recommendations

In terms of recommendations, the following urgent actions are recommended:

- Assist the 27 million food and nutritionally insecure people in crisis phase or worse in all countries to avoid total erosion of livelihoods and save lives;
- Build the resilience of nearly 67.2 million people in the «under pressure» phase in all countries to protect their livelihoods ;
- Facilitate transhumance movements and dialogue between sending and receiving countries to promote access to pastoral resources ;
- Continue and strengthen actions to prevent and manage malnutrition in the areas through updated response plans.
- Organize a joint mission to monitor the food situation in Sierra Leone and Liberia;
- Support integrated food security and nutrition data collection mechanisms in Benin, Côte d'Ivoire, Cabo Verde, Ghana, Liberia, and Sierra Leone ;
- Strengthen ongoing initiatives for gender analysis in the harmonized framework cycle at the national and regional level through inclusion of gender indicators in SAN data collection;
- Evaluate elapsed national response plans and ensure follow-up of responses.

1 CONTEXTE PARTICULIER ET JUSTIFICATION

La région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, à l'instar des autres régions du monde, a été durement frappée par la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19 au cours de l'année 2020, dont le spectre aggravant continue en 2021. Cette crise sanitaire est intervenue dans un contexte de fragilité alimentaire caractérisée par l'influence de l'insécurité sur la vie des populations plus particulièrement dans les bassins du Lac Tchad et de Liptako-Gourma. L'insécurité civile entraîne d'importants déplacements des populations livrées à la précarité alimentaire et socioéconomique. La persistance des attaques des groupes armés et l'intensification des kidnappings restent parmi les principaux facteurs de l'insécurité dans la région. Cette situation a eu comme corollaire les déplacements de milliers de personnes dans la zone de Liptako-Gourma dite des trois frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger ainsi que la zone du Lac Tchad. Celle-ci s'illustre également avec la multiplication des événements violents dans le nord-est, le nord-ouest et le centre-nord du Nigéria avec la frontière sud du Niger, ce qui continue d'instaurer un climat de peur et crainte dans toute la région.

Le marasme économique dû à l'inflation dans certains pays (Libéria, Sierra Léone, Nigeria), les graves inondations enregistrées dans la région et les impacts de la pandémie de la COVID-19 constituent aussi des facteurs aggravant de la crise alimentaire et nutritionnelle dans plusieurs pays de la région. Ces différents facteurs causaux expliquent la précarité de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations, et ce malgré une campagne agropastorale 2020/2021 jugée globalement satisfaisante dans l'ensemble de la région.

A la lumière du rapport régional sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RRSAN) année 2020, le CILSS et ses partenaires de mise en œuvre du projet PAGR-SANAD, ont entamé le processus d'élaboration du RRSAN pour l'année 2021. Il s'agira de fournir dans une vision consensuelle une analyse holistique de la situation annuelle alimentaire et nutritionnelle des

différents pays et à consolider au niveau régional. Le RRSAN devrait fournir les estimations du nombre de personnes dans le besoin urgent d'aide alimentaire en fin d'année 2021 sur la base des résultats des différentes évaluations de la SAN réalisées de la fin de l'année 2020 à 2021.

Le RRSAN vise à apporter aux Gouvernements, aux OIG et aux PTF, des évidences pour suivre les progrès en matière d'ODD en 2021 pour mettre fin à la faim dans la région, afin de mieux comprendre et réagir efficacement et rapidement aux crises alimentaires et nutritionnelles par la mobilisation d'une assistance immédiate ou à une action préventive à moyen et long terme. Le RRSAN doit de ce fait s'inscrire dans la logique de satisfaire au besoin du consensus le plus récent et pertinent en informations. L'analyse est fondée sur l'exploitation des données disponibles au niveau des différents acteurs nationaux et régionaux du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest au cours de l'année considérée.

2 OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION

L'étude vise à élaborer de manière consensuelle un rapport régional sur la situation alimentaire et nutritionnelle 2021 sur la base de l'exploitation des sources de données disponibles dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et au niveau des partenaires.

Il est attendu un document consolidant la synthèse régionale et la description spécifique des situations courantes de chacun des 17 pays de la région Sahel et Afrique de l'Ouest pour les années 2020 et 2021.

3 METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Pour élaborer le rapport régional annuel, la méthodologie s'est basée sur une concertation synergique avec le chef d'équipe de l'AT PAGR-SANAD, l'équipe du PRA/SAN CILSS basée au CRA à Niamey au Niger sous la supervision de l'expert chargé du CH, et en concertation avec le Comité Technique du CH.

De manière générale la méthodologie a pris en compte les éléments suivants :

- Une revue de la documentation mise à disposition par le CILSS et les pays et comprenant les rapports pays sur l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle, les rapports de la consolidation régionale des analyses CH, les politiques régionales et nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; les rapports de suivi des marchés agricoles et à bétail des flux commerciaux ; des rapports d'évaluation des productions agropastorales 2020/2021 ; les rapports de la consolidation régionale des analyses CH de novembre 2020 et de mars 2021.
- Une consultation des sites web du CILSS et sites connexes de SAN ;
- La concertation avec les parties prenantes, notamment le CILSS et l'équipe du Comité Technique du Cadre harmonisé (CT-CH).
- La participation à une retraite pour finaliser le rapport régional 2020 et le cadrage du dit rapport régional 2021 à Dosso.

4 RESULTATS DE LA MISSION

4.1 Contexte

La disponibilité alimentaire est relativement satisfaisante, en raison des conditions agro-climatiques favorables, notées lors de la campagne 2020-2021. En effet, les productions agricoles se sont généralement inscrites en hausse, par rapport à la moyenne quinquennale.

Les pluies diluviennes enregistrées en fin août/début septembre 2020, ont causé des inondations meurtrières et détruit des infrastructures et des cultures dans plusieurs pays, particulièrement au Niger, Nigeria, Tchad, Burkina Faso et Mali.

Par contre, les conséquences de la pandémie de la COVID-19 et le ralentissement des demandes locale, régionale et internationale ont conduit à des baisses importantes de certaines productions de culture de rente (Coton et Cacao), entraînant ainsi une dégradation des moyens d'existence et la sécurité alimentaire de certaines populations.

Les perturbations du marché liées aux conflits ont

persisté dans le bassin du Lac Tchad, la région du Liptako-Gourma, la région du Tibesti, le nord-ouest et le centre-nord du Nigéria.

La situation sécuritaire demeure toujours une préoccupation majeure dans les zones du Lac Tchad, du Liptako Gourma (zone des 3 frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali), au centre et au nord-ouest du Nigeria (Kastina, Kaduna, Sokoto et l'Etat du Niger). Dans ces zones, l'insécurité limite l'accès à la terre avec pour corollaire la réduction des surfaces cultivées, la baisse des capacités de productions agricoles, la perte des moyens d'existence des ménages y compris la destruction d'infrastructures sociales (écoles, centre de santé...). L'accès aux facteurs de production (main-d'œuvre, intrants et matériel agricoles, capitaux) reste également limité, dans la plupart des zones.

L'insécurité civile engendre d'importants mouvements de population. Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) sont estimés à 5,6 millions de personnes dont 3 millions au Nigeria, 1million au Burkina Faso, 430 milles au Tchad, 381 milles au Niger et 340 milles au Mali.

4.2 Méthodologie du Cadre harmonisé

4.2.1 Echelle de classification du Cadre Harmonisé

Le processus d'analyse du Cadre Harmonisé se base sur un cadre conceptuel et analytique bâti sur quatre indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (consommation alimentaire, évolution des moyens d'existence, état nutritionnel et mortalité) qui caractérisent directement l'état de sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ou de la zone considérée ; et sur lesquels sont inférés les facteurs contributifs (dangers et vulnérabilité, disponibilité alimentaire, accessibilité alimentaire, utilisation et stabilité). Ce cadre analytique permet aux analystes de s'accorder sur les interactions entre les différentes dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de produire une classification de la sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sur la base de seuils standards qui permettent la comparabilité entre les zones d'un même pays et les analyses pays de la région (Tableau 1).

Tableau 1. Description des phases du CH et des objectifs d'interventions

Nom des phases	Phase 1 Aucune/ Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/Famine
Description des phases	Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Les ménages : ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels. ou parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en faisant recours à leurs avoirs relatifs aux moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages : ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité, ou sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoir.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont évidents (Pour une classification en phase Famine, la zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques)
Objectifs d'intervention prioritaires	Action requise pour développer la résilience et réduire les risques de catastrophe.	Action requise pour réduire les risques de catastrophe et protéger les moyens d'existence	Protéger les moyens d'existence, prévenir la malnutrition, et prévenir les décès	Sauver les vies et les moyens d'existence.	Prévenir les décès à grande échelle et éviter l'effondrement total des moyens d'existence

Les données prises en compte dans les analyses sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité (score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages, indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages), des analyses d'économie des ménages (HEA), des enquêtes nutritionnelles (MAG- P/T ou PB) et des données de mortalité (TMM5, TBM). Les analyses nationales ont été revues, harmonisées et validées par le Comité technique régional du Cadre harmonisé en mars 2021. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de ses partenaires techniques (ACF, CSAO/OCDE, EC-JRC, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, OXFAM, PAM, Save the Children et Unicef).

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées en Mars 2021 en utilisant le nouveau support d'analyse, le manuel 2.0 du Cadre harmonisé. L'absence de données n'a pas permis de conduire l'analyse au Bénin et au Cap Vert, dans plusieurs zones de la Côte d'Ivoire et dans deux Etats au Nigéria (Kébi et Taraba). Au total pour la période courante (Mars à juin), 826 zones ont été examinées dans 14 pays (Bénin, Guinée et Cap Vert n'ont pas été couvert par manque de données). En situation projetée, 16 pays (à l'exception du Cap vert) ont été concernés et 961 zones ont été analysées. Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives :

- à des insuffisances de données récentes sur les indicateurs de résultats pour la majorité des pays et des facteurs contributifs dans certains cas ;
- à une maîtrise insuffisante de la méthodologie et outils d'analyse du CH (convergence des preuves, analyses et estimations des populations) ;
- aux limites et biais liés aux différentes approches de collecte des données (ENSAN, EFSA, sites sentinelles, etc.) qui ont amenuisé la disponibilité, la fiabilité, la représentativité, la qualité ainsi que la cohérence globale de certains résultats issus de ces enquêtes.

4.2.2 Principales sources des données utilisées pour les analyses du CH

Le cycle d'analyse de mars 2021 est caractérisé au niveau des pays du Sahel par une disponibilité acceptable des données requises pour dérouler le Cadre Harmonisé. En général ces pays (Burkina Faso, Mauritanie, Mali, Niger, Tchad) ont disposé des indicateurs sur les quatre résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (consommation alimentaire, évolution des moyens d'existence, nutrition et mortalité). La Gambie et le Sénégal ont manqué les données sur la mortalité. Le reste des pays ont utilisé seulement les données sur les résultats primaires de la SAN ((consommation alimentaire, évolution des moyens d'existence). Tous les pays ont fourni à degré variable des informations sur les facteurs contributifs relatifs aux conditions d'exposition aux risques et vulnérabilité et aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation et stabilité).

Le tableau suivant résume la situation des données utilisées pour les analyses du CH. A noter que le Bénin n'a pas conduit d'analyse du CH par manque de données requises.

Pays	Consommation Alimentaire					Evolution des Moyens d'existence	Nutrition					Mortalité		Facteurs contributifs				
	SCA	SDAM	EFM	iCSI	HEA		GAM-W/H	BMI	MUAC	IPC AMN	Médiane GAM-W/H	CDR	URMR	Danger/Vulnérabilité	Disponibilité	Accès	Utilisation	Stabilité
Bénin																		
Burkina Faso																		
Mauritanie																		
Mali																		
Niger																		
Tchad																		
Nigéria																		
Sénégal																		
Côte d'Ivoire																		
Gambie																		
Guinée																		
Guinée Bissau																		
Ghana																		
Libéria																		
Sierra Leone																		
Togo																		

NB

Données utilisées disponibles
 Données non disponibles

4.3 Analyse globale de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations de la région Afrique de l'Ouest et Sahel

4.3.1 Situation agricole

La production céréalière définitive dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour la campagne 2020-2021 est estimée à 74,3 millions de tonnes. Soit une hausse de 0,6% comparée à la campagne écoulée et de 9% par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes (figure 1).

En termes de variation par rapport à la campagne précédente, les pays du Sahel enregistrent une hausse de 5,7% et les pays côtiers une baisse (-2,4%). Les plus grandes progressions sont observées au Sénégal (31%), en Gambie (30%), en Mauritanie (11%) et au Niger (9%). Par contre, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Nigeria enregistrent les plus fortes baisses avec respectivement -8%, -8% et -2%.

La production de tubercules est estimée à 194,8 millions de tonnes soit une hausse 3,8% par rapport à l'année dernière et une hausse 11,6% comparativement à la moyenne quinquennale. Les productions de culture de rente sont globalement en hausse comparée à l'année passée. Toutefois, des baisses sont observées pour le coton (-8%) et cacao (-4%).

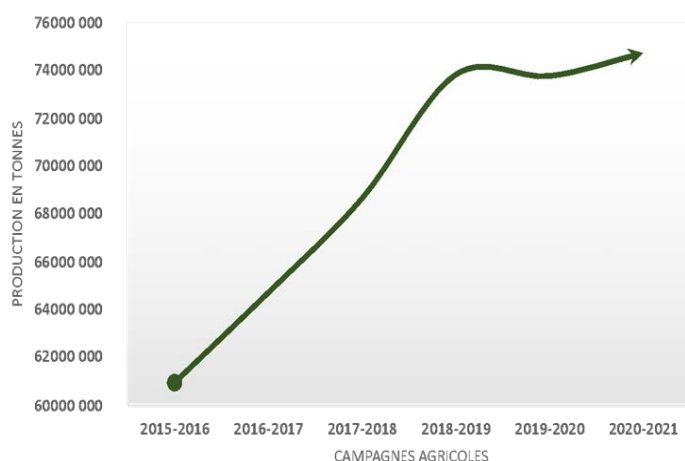


Figure 1 : Productions 2020-2021 et Evolution de la production des céréales dans les pays du CILSS et CEDEAO

4.3.2 Situation Pastorale

Sur le plan pastoral, malgré les bonnes pluies enregistrées au cours de la saison hivernale 2020-2021, les restrictions liées aux mouvements de la transhumance et le renforcement des contrôles de sécurité dans d'autres pays pourraient réduire la mobilité des animaux vers les pays du golfe de Guinée (figure 2). En outre, l'aggravation de l'insécurité dans les régions du Liptako Gourma et du lac Tchad exacerbe la vulnérabilité des ménages pastoraux.

Les ressources en fourrage sont bien surexploitées dans de nombreuses régions du Mali et du Burkina, mais les feux de brousse sont particulièrement intenses au Sénégal et au Mali. L'état corporel des animaux est généralement satisfaisant à la moyenne sauf au Mali (moyen à mauvais) et la situation zoo sanitaire est relative dans la région (Mauritanie, PPR, botulisme, etc.).

Des départs de transhumance précoces et massifs sont signalés en Mauritanie ce qui a conduit à des concentrations élevées dans le sud du Sénégal et en Mauritanie.

La disponibilité en fourrages et en eau est globalement satisfaisante, mais l'accès aux pâturages demeure toujours limité dans plusieurs zones d'insécurité civile.

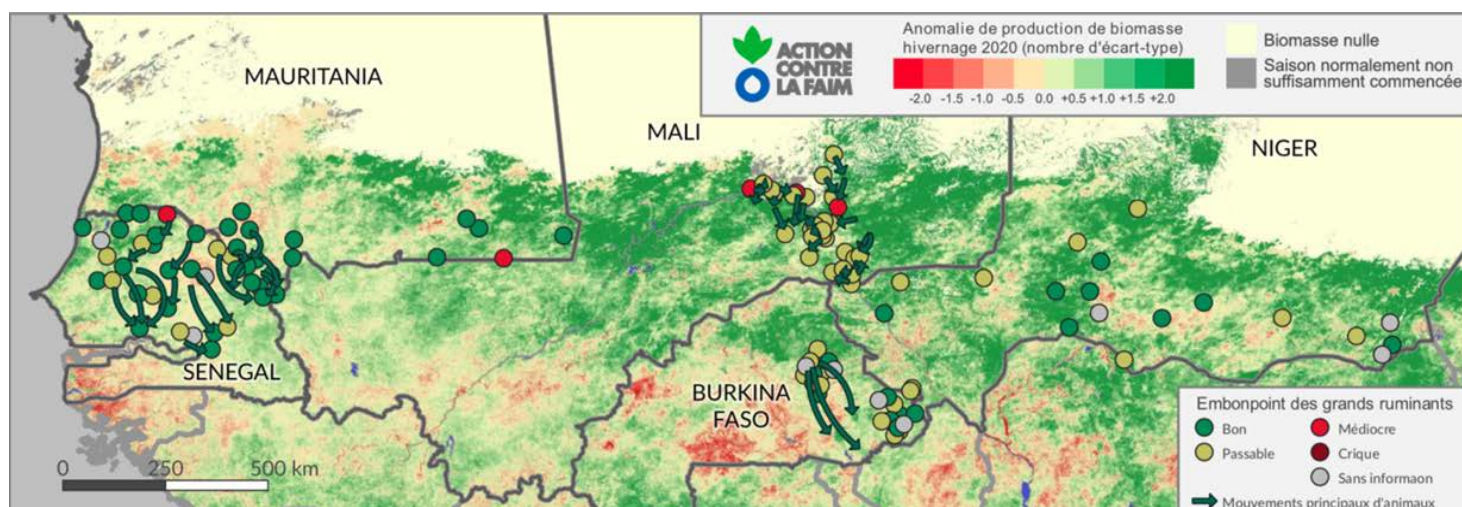


Figure 2. Carte des anomalies de production de biomasse hivernage 2020 dans la bande sahélienne

4.3.3 Situation des marchés

Malgré une situation agricole satisfaisante, les niveaux d'approvisionnement des marchés agricoles sont globalement faibles à moyens comparativement à l'année dernière. Les prix des denrées alimentaires sont globalement élevés sur l'ensemble des marchés de la région (Figure 3).

Des hausses particulièrement importantes (plus de 40% par rapport à la moyenne quinquennale) sont observées au Nigeria, en Sierra Léone, au Libéria et sur certains marchés au Niger, au Bénin et au Ghana.

Les principales causes de cette hausse globale des prix dans la région sont les inflations dans plusieurs pays (Nigeria, Liberia, Sierra Léone, Ghana, Gambie et Guinée) et les baisses de production céréalière dans les pays du Golfe de Guinée, qui ont été accentuées par les impacts des mesures de gestion de la pandémie de la COVID-19.

Cette situation limite fortement l'accès des ménages les plus pauvres à l'alimentation et entraîne une dégradation de leurs moyens d'existence dans la région.

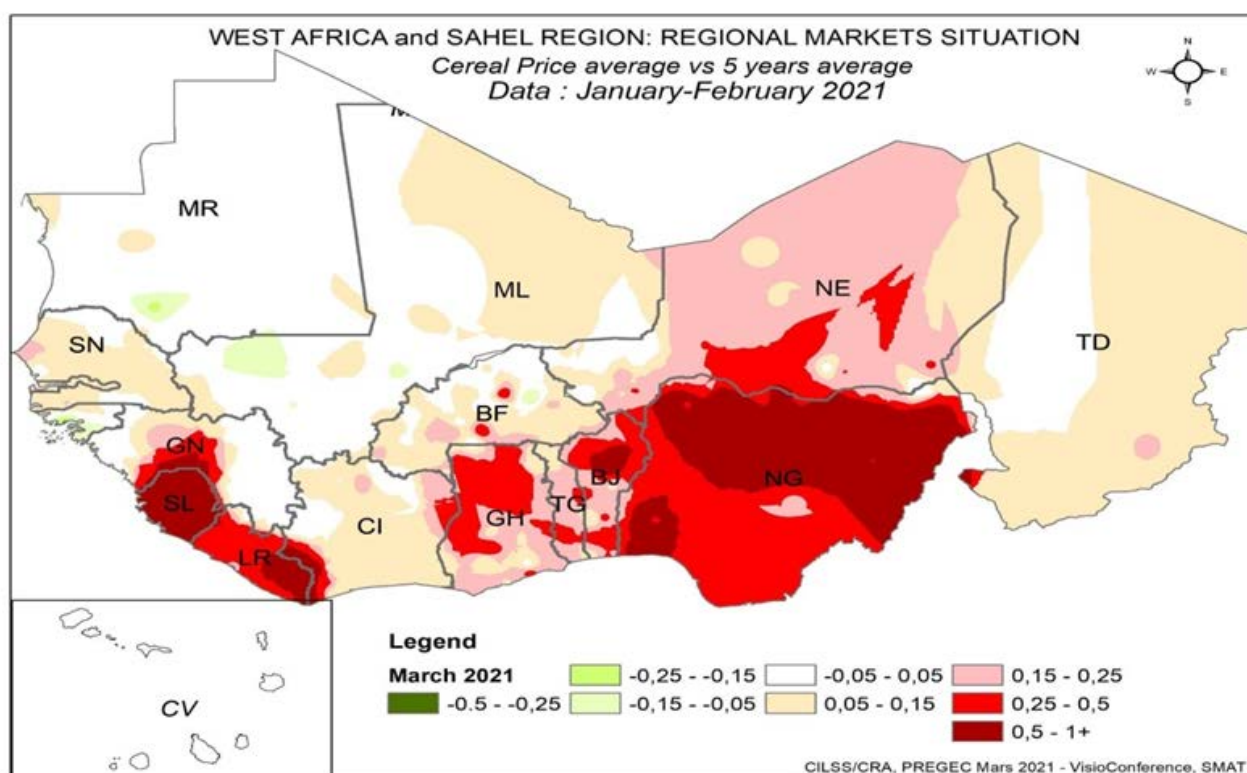


Figure 3. Situation du marché des céréales dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

4.3.4 Situation nutritionnelle

La situation nutritionnelle demeure inquiétante dans l'ensemble de la région. En 2020, plus de 1,5 millions de cas d'enfants (6 à 59 mois) malnutris ont été enregistrés dans les pays sahéliens et plus de 160 milles dans les pays côtiers où les admissions sont en nette progression (+66%) au regard de la conjoncture existante.

En 2021, les prévalences de la malnutrition aiguë sont toujours alarmantes avec des valeurs dépassant le seuil élevé de 10% (OMS) dans plusieurs zones

au Mali, au Burkina Faso, au Tchad, au Nord - Est du Nigeria et au Niger (figure 4). Dans certaines zones du Sud-Est du Niger, les prévalences dépassent le seuil très élevé de 15% (OMS). Le risque de détérioration de l'état nutritionnel des enfants et des femmes accroît avec la baisse de la fréquentation des structures de santé (en liaison avec la pandémie COVID-19) mais aussi avec la baisse de l'activité voire la fermeture de structures sanitaires dans les zones où sévit l'insécurité.

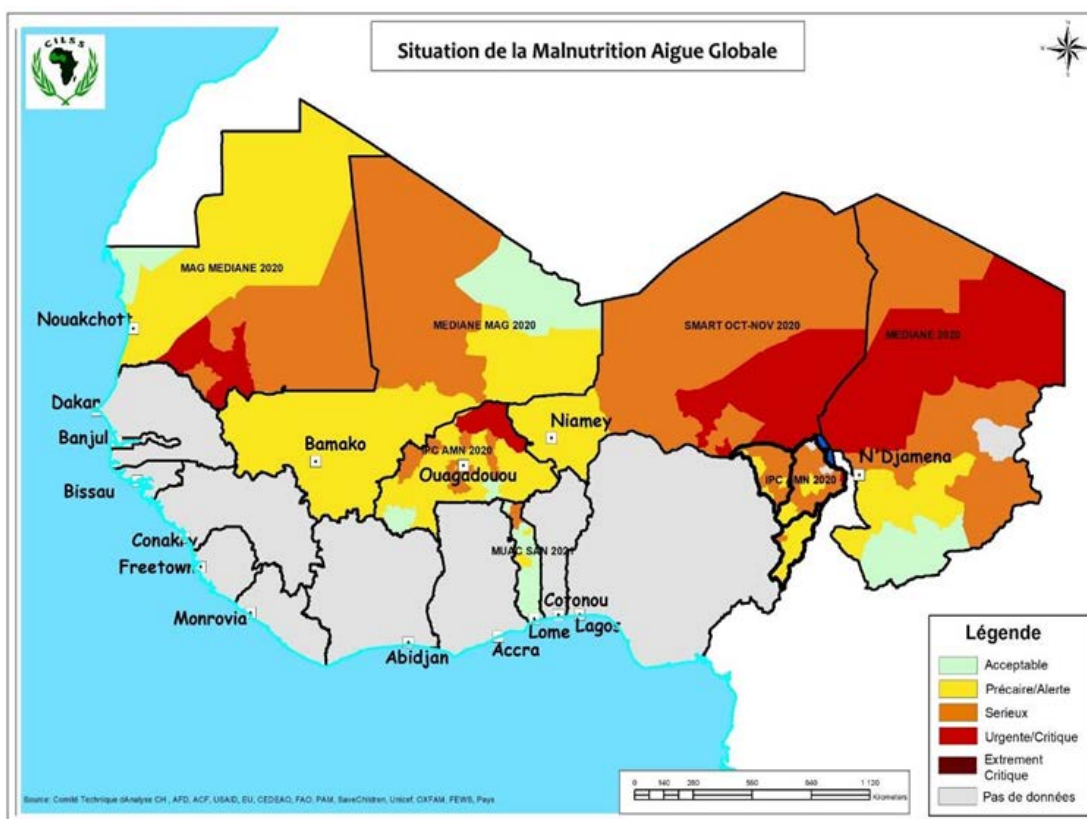


Figure 4. Situation de la malnutrition aigue globale dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

4.3.5 Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Le processus d'analyse CH de mars 2021 (période courante) a couvert 14 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. 826 zones ont été analysées sur l'ensemble de ces pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Il en ressort que 114 zones sont classées en phase crise (Phase 3) et 4 zones en urgence (phase 4) principalement au Nigéria dans l'Etat de Borno, au Nord-Est du pays. On note aussi que 379 zones sont sous pression (Figure 5).

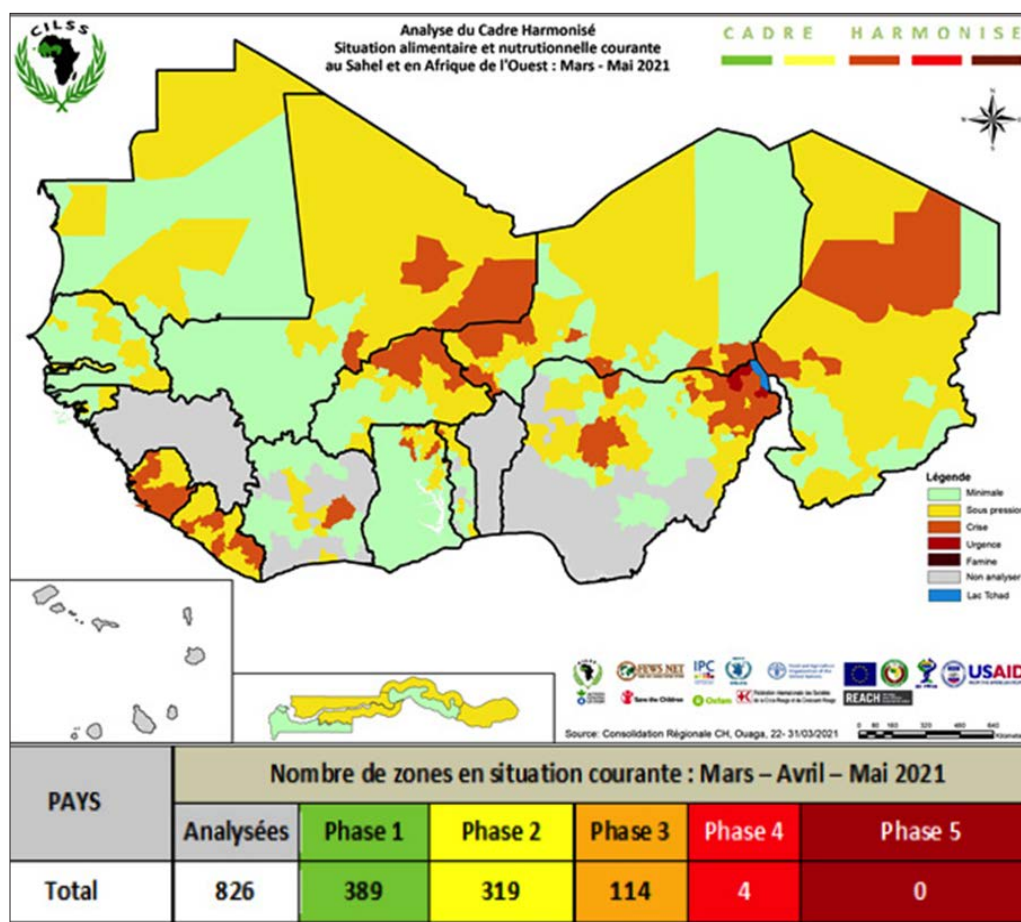


Figure 4. Situation de la malnutrition aigue globale dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

4.3.6 Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Durant la période courante, plus de 20,1 millions de personnes sont classées en phase crise à pire dans l'ensemble des 14 pays concernés. Plus des quatre cinquièmes (82%) de ces populations se trouvent au Nigéria (9,2 millions), au Burkina Faso (2,1 million), au Niger (1,6 million), en Sierra Leone (1,5 million) et au Tchad (1,3 millions). Au total, plus de 53,6 millions de personnes sont en phase sous-pression (Tableau 2).

Tableau 2. Estimation des populations par phase en situation courante 2021

		SITUATION COURANTE: Mars-Mai 2021					
Pays	Population totale	Population totale en Ph 1	Population totale en Ph 2	Population totale en Ph 3	Population totale en Ph 4	Population totale en Ph 5	Population totale en Ph 3 à 5
Total SAO	278 945 517	205 163 599	53 680 587	19 026 084	1 075 247	-	20 101 331

L'importance du nombre de personnes en phase 3, observée dans certains pays, lors du cycle d'analyse de novembre 2020, se confirme. Il s'agit notamment du Ghana (962 902 personnes), du Libéria (772 873 personnes) et de la Côte d'Ivoire (487 290 personnes). Par ailleurs, on retrouve d'importantes populations en urgence (phase 4), notamment au Nigéria (493 345), au Burkina Faso (177 364), au Niger (101 871), au Libéria (100 272) et au Tchad (96 016).

4.4 Facteurs déterminants (éléments de risques et vulnérabilité courante)

4.4.1 Dangers et vulnérabilité

Comme observé au cours des dernières années, la région ouest africaine est soumise à une panoplie de facteurs qui expliquent l'aggravation d'une situation alimentaire et nutritionnelle déjà fragile en dépit une campagne agricole jugée moyenne à bonne. En effet, la persistance des conflits et des situations d'insécurité provoque des déplacements massifs de populations, la problématique d'accès aux ressources et les effets négatifs de la pandémie de la COVID 19 ont engendré une détérioration des conditions de moyens d'existence et économiques des populations.

Les situations de conflits et la persistance des attaques de groupes armés continuent de persister dans les différentes zones de la région engendrant des déplacements de populations par milliers. Les zones les plus affectées par ces conflits, considérés comme l'un des facteurs les plus déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, restent le Liptako Gourma (la zone des trois frontières de Mali, du Niger et du Burkina Faso), la zone du Lac avec une intensification des attaques des groupes armés et enfin, dans l'ouest et le Centre Nord du Nigeria où

le phénomène d'enlèvements et de séquestration est de plus en plus fréquent contribuant à nourrir un climat de terreur et de peur dans la région.

Par ailleurs, les effets résiduels de la COVID 19 continuent de détériorer les conditions économiques des populations accentuées par une morosité économique quasi-permanente, provoquée par une forte inflation notamment au Liberia, en Sierra Leone et au Nigeria. En outre, dans les zones urbaines, la baisse du pouvoir d'achat des populations pauvres constitue un facteur déterminant qui limite l'accessibilité à une alimentation suffisante et nutritive.

4.4.2 Facteurs limitant

4.4.2.1 Disponibilité

La campagne agricole 2020-2021 a bénéficié de bonnes conditions agro-climatiques. La production agricole est bonne dans la région, à l'exception des zones d'insécurité où l'accès à la terre et aux intrants est limité. Dans le Bassin Ouest, les marchés agricoles de la Gambie et du Sénégal sont correctement approvisionnés en céréales (mil, maïs, riz importé, riz local décortiqué) et en produits de rente (arachide, niébé) (figure 6).

Ce niveau d'approvisionnement s'explique par les bonnes productions agricoles enregistrées au cours de la campagne agricole 2020/2021 et les prix rémunérateurs de l'arachide au Sénégal. Dans les autres pays des bassins (Sierra Leone et Liberia), les marchés sont bien approvisionnés en produits alimentaires importés, même si les prix restent toujours élevés.

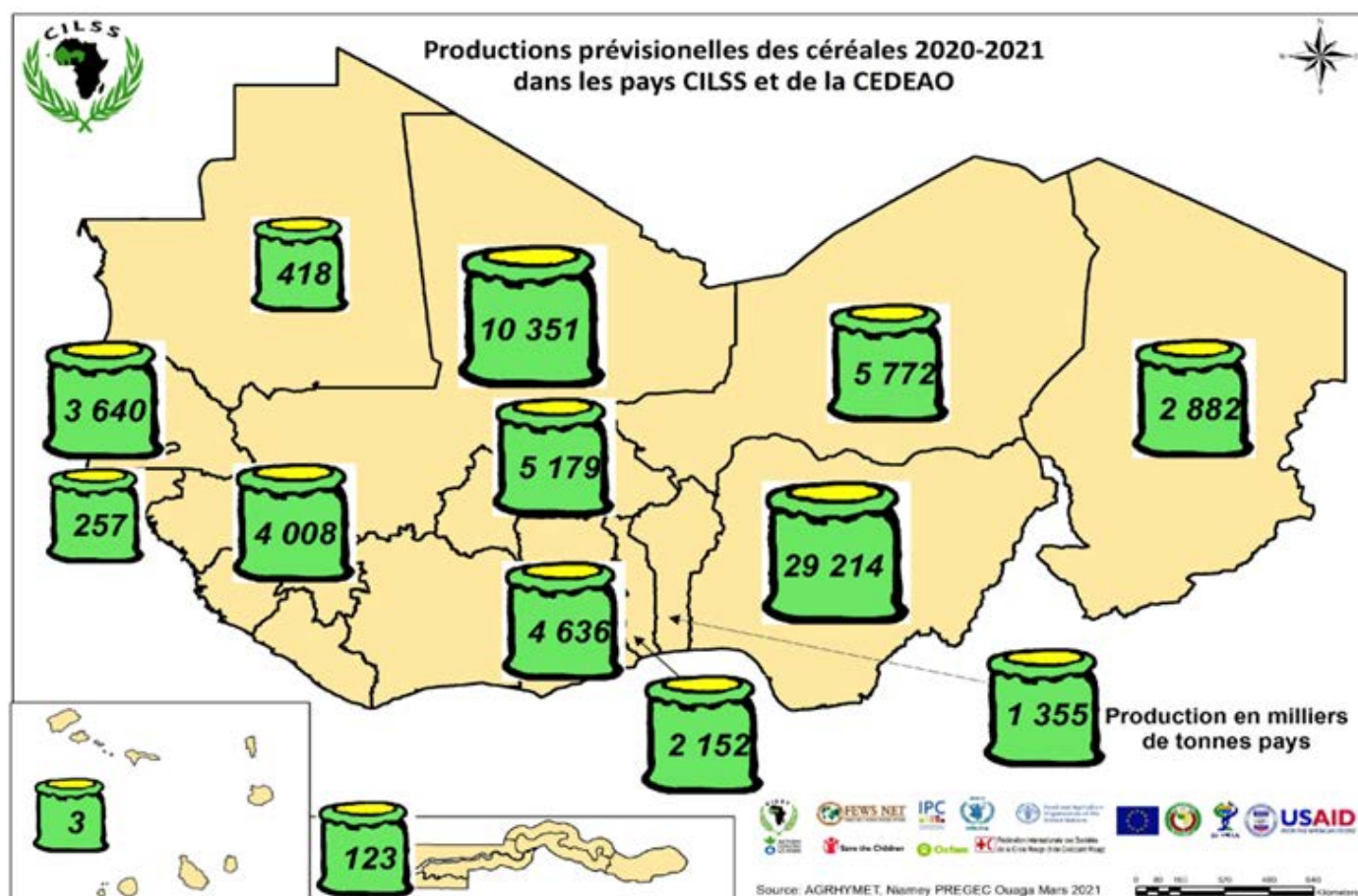


Figure 6. Carte régionale des productions de céréales 2020-2021 des pays du CILSS et CEDEAO

Dans le Bassin Central, la disponibilité pour l'ensemble des produits est satisfaisante, en raison d'une production globalement bonne issue de la campagne agricole 2020/2021. L'approvisionnement est assuré en majorité par les productions nationales. Le niveau d'approvisionnement des marchés est toutefois globalement en baisse par rapport à son niveau de 2020 à la même période.

Cette baisse est due selon certains acteurs à une baisse de production par endroit consécutive à la situation sécuritaire ayant contraint un grand nombre de producteurs à se déplacer, à une rétention de stock au niveau des producteurs et de certains commerçants, ainsi qu'à la baisse des importations de maïs à cause des conséquences de la pandémie de COVID-19 et à une faible contribution des apports de la Côte d'Ivoire aux flux régionaux.

Dans le Bassin Est, on observe un bon niveau d'approvisionnement et des stocks en céréales et en tubercules au Nord-Ouest et Nord Est du Nigeria comparativement Centre Nord. Au Bénin, l'approvisionnement en maïs et les tubercules est jugé faible sur l'ensemble des marchés par les acteurs et sur tous les marchés en raison du recul du niveau de la production locale en céréales, S'agissant du riz importé et du riz local, les approvisionnements sont jugés moyens. Au Niger et Tchad, l'approvisionnement des marchés en denrées de base dans les marchés globalement satisfaisant.

4.4.2.2 Accès

Les prix sont en hausse de plus de 10% par rapport à la moyenne quinquennale dans la moitié des pays de la région. Dans le bassin Ouest, on observe toutefois, une stabilité des prix comparativement à la période écoulée même si les prix restent toujours en hausse de 15% comparativement à la moyenne. Le bassin central connaît une hausse des prix, surtout accentué par la demande locale et régionale. La hausse se situe autour de 13% vs 8% pour la période écoulée. Dans le bassin Est, la hausse des prix des céréales est beaucoup plus marquée particulièrement au Niger, au Bénin et au Nigeria

L'accès alimentaire est affecté par la baisse des revenus et une réduction du pouvoir d'achat des ménages, dans pays tels que le Liberia et la Sierra Leone. Dans les zones affectées comme le Liptako Gourma, l'accès alimentaire est amoindri par l'insécurité persistante.

4.4.2.3 Utilisation

Les mauvaises conditions d'utilisation des aliments explique en partie la détérioration de l'état nutritionnel des populations, notamment des enfants de moins de cinq ans, principalement, en raison de la situation alimentaire et nutritionnelle critique aggravée par la superposition de plusieurs chocs (crises sécuritaire et sanitaire, inflation, etc.). En particulier, dans la zone du Liptako-Gourma, la fermeture de plusieurs centres de santé, consécutive à la détérioration de la situation sécuritaire risque d'exacerber la situation nutritionnelle déjà critique.

4.4.2.4 Stabilité

La situation sécuritaire reste le principal élément perturbateur de la stabilité alimentaire dans la région. L'accès aux aliments est fortement perturbé par la situation sécuritaire dans les zones du Lac Tchad, du Liptako Gourma (zone des trois frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali), au centre et au nord-ouest du Nigeria (Kastina, Kaduna, Sokoto et l'Etat du Niger). De plus, du fait de la dégradation continue de la situation sécuritaire depuis plusieurs années, les ménages de ces zones et ceux déplacés subissent une forte érosion de leurs moyens d'existence. On compte plus de 3 millions de déplacés dans la région.

Dans certaines zones, les activités saisonnières des ménages pourraient être ralenties, du fait de la pandémie de la COVID-19.

4.4.2.5 Actions réalisées – PNR 2020

Sept pays ont formulés leurs plans de réponses dès le début de l'année 2020 afin d'apporter une assistance alimentaire et humanitaire aux populations vulnérables, de protéger leurs moyens d'existence et de lutter contre la malnutrition. Il s'agit du Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad. Les plans comportent plusieurs volets : assistance alimentaire ; protection des moyens d'existence (résilience) ; lutte contre la malnutrition. D'autres pays ont également mis en place des Plans de réponse humanitaire (HRP) sous l'égide de OCHA. C'est le cas du Bénin, Burkina Faso, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Tchad et Togo.

Suite aux recommandations du RPCA en avril 2020, les plans de réponse ont fait l'objet d'une révision afin de tenir compte des évolutions des crises sanitaire et sécuritaire. La figure 7 illustre les plans nationaux de réponse en termes de montants requis et mobilisés.

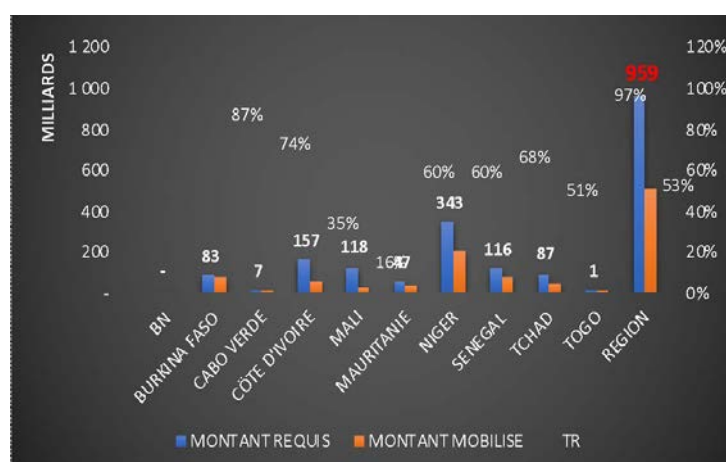


Figure 7. Bilan des PNR 2020 dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Des actions de mitigations face au COVID-19 ont également été entreprises. Il s'agit entre autres :

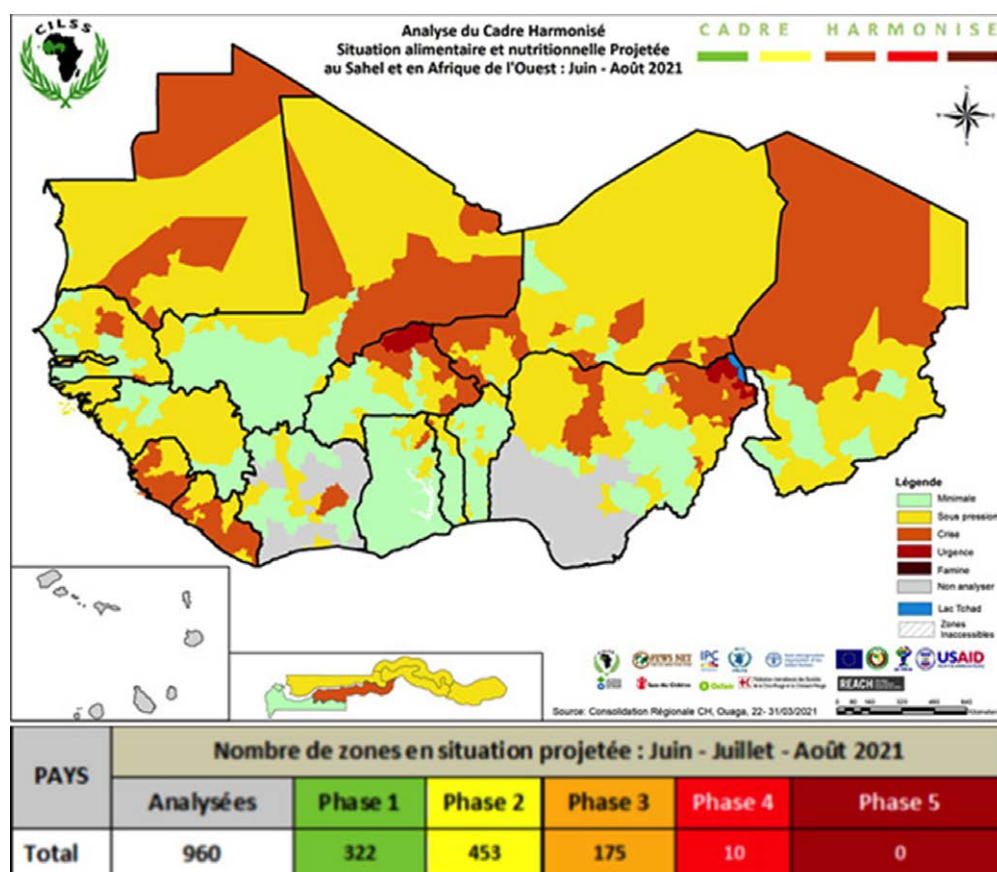
- Paiement des factures d'eau et d'électricité pendant plusieurs mois pour les ménages de la tranche sociale
- Assistance alimentaire
- Distribution de cash en soutien aux ménages pauvres
- Appui à la production agricole

5 PERSPECTIVES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES EN 2021

La consommation alimentaire est acceptable dans la plupart des zones. Toutefois, dans certaines zones, la consommation alimentaire reste déficitaire et risque même de se détériorer au cours de la période allant de juin à août 2021. Il s'agit notamment des zones où la situation sécuritaire s'est dégradée (Burkina Faso, Liptako Gourma, Région du lac Tchad et nord-est et nord-ouest du Nigeria) et dans celles confrontées à une situation économique difficile (Sierra Leone et Liberia).

En effet, en situation projetée, le nombre de zones analysées est passé à 960 sur l'ensemble des 16 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest soit 134 zones de plus que la période courante. Cette situation est due à la prise en compte du Bénin pour la phase projetée, de même que la Guinée pour qui les projections du dernier cycle de novembre 2020 ont été utilisées.

En situation projetée, le nombre de zones en crise s'élèverait à 175 (phase 3) sur les 960 concernées, et 10 zones seraient en urgence (phase 4), réparties entre le Nigeria (8 zones en urgence) et le Burkina-Faso (2 zones en urgence) (figure 8). Il s'agit plus particulièrement de zones affectées par l'insécurité civile à l'extrême nord du Burkina-Faso et au Nord-est du Nigeria.



La situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader dans la région du fait de la soudure alimentaire dans la majorité des pays. Ainsi, un peu plus de 26,8 millions de personnes (tableau 2 ci-dessous) pourraient être touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire dans les 16 pays analysés. Le nombre de personnes en crise ou pire dépasserait le million dans 7 pays avec plus de 12,8 millions au Nigeria, 2,9 millions au Burkina Faso, 2,3 millions au Niger, 1,8 millions au Tchad et en Sierra Leone et 1,3 million au Mali. Au demeurant, ce sont 67,48 millions de personnes qui seront en phase sous pression (Tableau 3).

L'urgence alimentaire et nutritionnelle toucherait plus de 1,9 millions de personnes particulièrement au Nigeria (798 482), au Burkina Faso (344 370) et au Niger (214 419). L'urgence alimentaire et nutritionnelle touchera également le Tchad (165 410), le Libéria (163 331) et la Sierra Leone (89 991).

Tableau 3 : Estimation des populations par phase en situation projetée 2021

Situation Projetée : Juin - Aout 2021							
Pays	Population	Population estimée par phase de sévérité de l'IAN					
		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Total Phase 3 - 5
Total Sahel Afrique de l'Ouest	278 945 517	202 024 242	67 486 053	24 932 383	1 930 943	-	26 863 326

6 RECOMMANDATIONS

Au vu des résultats issus des différentes analyses, une action urgente est nécessaire pour répondre aux besoins des populations en situation de crise (Phase 3 du CH) et d'urgence (CH Phase 4). Des interventions visant à améliorer la situation des populations en phase sous pression (Phase 2 du CH) sont aussi nécessaires pour protéger les moyens d'existence des populations vulnérables et renforcer leurs capacités de résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, la cellule régionale d'analyse du CH a formulé les recommandations suivantes:

Aux Etats membres du CILSS, de la CEDEAO et L'UEMOA :

- Assister les populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle pendant cette période courante en phase de crise à pire, notamment, dans le bassin du Lac Tchad (Nigéria-Niger-Tchad), au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad pour sauver les vies humaines, améliorer la consommation alimentaire et les moyens d'existence;
- Surveiller et entreprendre des actions de renforcement de la résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment, dans les zones classées en phase « sous pression » et « minimale» pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Appuyer les actions de prévention des effets de la soudure pastorale et de relèvement ;
- Faciliter les mouvements de transhumance et le dialogue entre les pays de départ et ceux d'accueil pour une gestion apaisée et de proximité ;
- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones à travers des plans de réponses actualisés ;

Aux partenaires financiers :

- Poursuivre l'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux populations en situation de crise ou pire pour prévenir la malnutrition dans les zones de crise ;
- Poursuivre les appuis techniques et financiers aux dispositifs nationaux de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au CILSS :

- Renforcer le plaidoyer pour les cellules nationales d'analyse du CH afin de leur permettre de s'approprier les acquis méthodologiques du CH et de mieux mobiliser le financement des cycles nationaux sur fonds des budgets nationaux ;
- Poursuivre le renforcement des capacités techniques des membres de la Cellule Nationale d'Analyse du Cadre Harmonisé pour améliorer la prévention des crises alimentaires et nutritionnelles ;
- Soutenir techniquement et financièrement les dispositifs de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Renforcer les initiatives en cours pour l'analyse genre dans le cycle du cadre harmonisé au niveau national et régional à travers une prise en compte dans la collecte des données SAN des indicateurs sur le genre;
- Evaluer les plans nationaux de réponse écoulés et s'assurer du suivi des réponses.



SYNTHESE PAYS

BURKINA FASO

1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

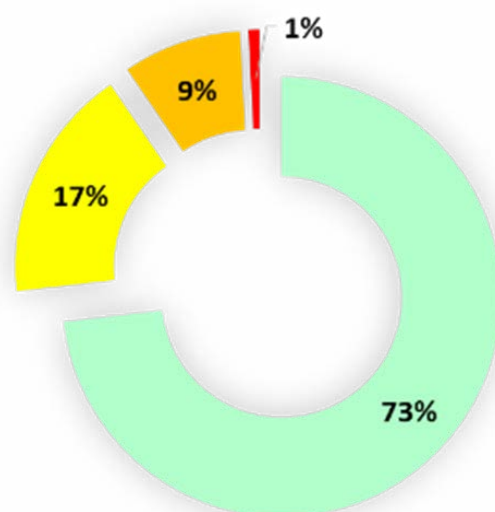
De mars à juin (période courante), 9 provinces sont classées en crise. Il s'agit des 04 provinces de la région du Sahel (Soum, Séno, Oudalan et Yagha), de 2 provinces de la région du Centre-Nord (Bam et Sanmatenga), de 2 provinces de la région du Nord (Loroum et Yatenga) et d'une province de la région de l'Est (Komandjari). Dans ces provinces, les ménages ont des déficits alimentaires qui se reflètent par des taux de malnutrition aigüe élevés ou supérieurs au seuil d'alerte de l'OMS, ou sont marginalement capables de couvrir le minimum de leurs besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.

Au cours de cette même période, aucune province n'est classée en phase 4 (urgence) et en phase 5 (famine).

1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

En situation courante, la population en phase 3 (crise) est estimée à **1 898 955 personnes**. Ces populations sont dans une situation d'insécurité alimentaire difficile marquée par un déficit alimentaire et une malnutrition élevée ; elle représente environ 9% de la population totale et répartie dans toutes les régions.

On estime à **2 076 319 personnes** la population ayant besoin d'une assistance immédiate (phase 3 à 5). Cette population qui représente 10% de la population totale est concentrée dans les régions du Centre-Nord (25%), du Nord (18%), du Sahel (17%) et de l'Est (12%). Elles sont constituées en partie de populations déplacées (plus d'un million de personnes) à cause de l'insécurité civile qui les a contraints à abandonner leur culture, leur bétail et leurs moyens d'existence.

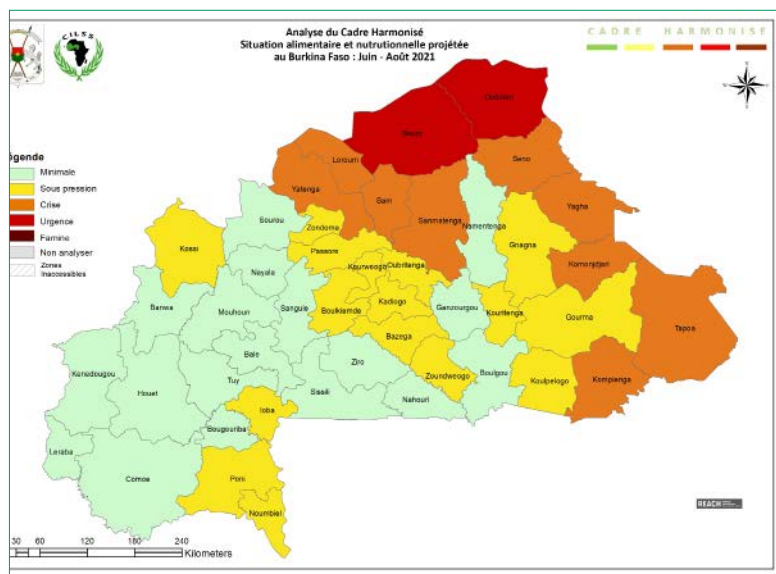


2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

En dehors des 9 provinces déjà en crise lors de la période courante, 4 autres provinces pourraient tomber dans une situation de crise alimentaire durant la période de juin à août. Il s'agit de 2 provinces de la région de l'Est (Kompienga et Tapoa), d'une province de la région de la Boucle du Mouhoun (Sourou) et d'une province de la région du Centre-Nord (Namentenga).

Durant cette même période, deux provinces de la région du Sahel (Soum et Oudalan) vont basculer en phase 4 « urgence ». Cette classification est relative à la dégradation de la situation sécuritaire, au taux élevé de la prévalence de la malnutrition, à l'impact «moyen à important» sur l'activité principale habituelle en raison des mesures de restriction liée à la COVID-19.

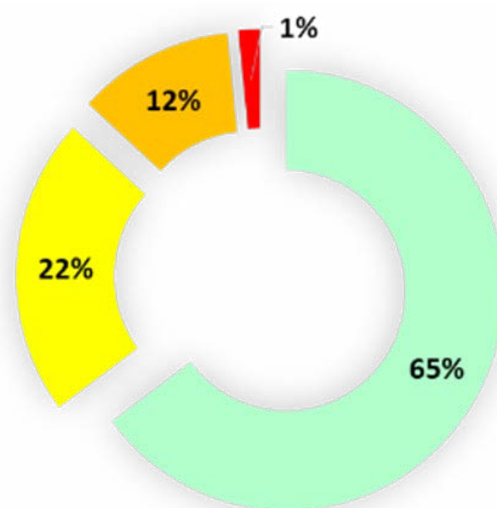


2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Si rien n'est fait, en situation projetée, la population vulnérable connaîtrait une évolution à la hausse à cause de l'épuisement des stocks, de la hausse des prix des denrées alimentaires et de faiblesse des revenus:

On estime à 2 522 691 personnes la population qui serait en phase 3 « crise ». Cette population est répartie dans toutes les régions et représenterait 12% de la population totale. La population en phase 4 « urgence » serait de 344 370 personnes, soit 2% par rapport à la population totale. Elle est concentrée dans la région du Sahel (159 020 personnes), du Centre-Nord (103 376 personnes), du Nord (58 400 personnes) et de l'Est (23 574 personnes).

L'effectif de la population vulnérable qui nécessiterait une assistance immédiate serait donc de 2 867 061 personnes, soit 13% de la population totale. Ces personnes seraient concentrées dans les régions du Centre-Nord (23%), du Sahel (17%), du Nord (16%) et de l'Est (13%).



3. Facteurs déterminants

Les facteurs déterminants sont représentés par de chocs localisés ou généralisés d'ampleur faible, moyen ou fort liés à la situation sécuritaire, aux attaques de chenilles légionnaires, aux attaques d'oiseaux, aux inondations et aux poches de sécheresse.



COTE D'IVOIRE

1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

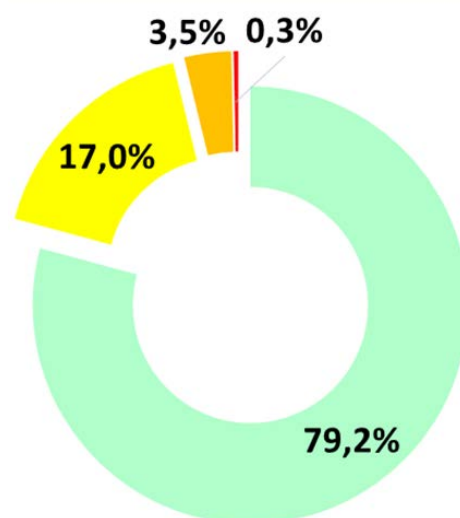
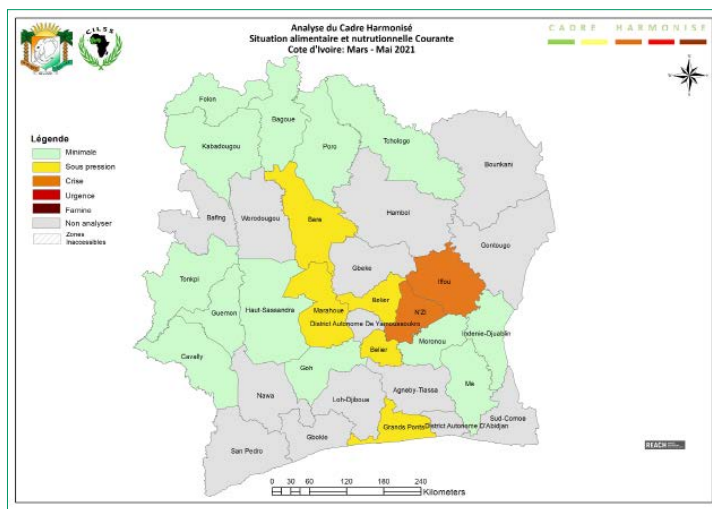
1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

En situation courante (Mars-Avril-Mai 2021), sur les 19 régions analysées, quatre (04) sont classées en phase sous pression (Bélier, Grand-Ponts, Béré, Marahoué), deux (02) en phase crise (Iffou, N'zi) et les autres en phase d'insécurité alimentaire minimale.

1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

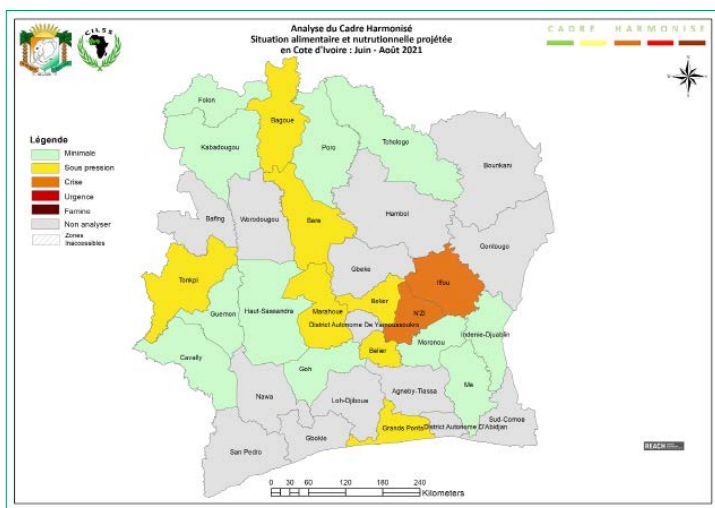
En situation courante (Mars à Mai 2021), l'estimation des populations en insécurité alimentaire, donne :

- o **10 154 612 personnes**, soit 80% de la population totale analysée, classées en **phase minimale**;
- o **2 146 419 personnes**, soit 17%, sont classées en **sous pression** nécessitant d'interventions de renforcement de leur résilience ou de protection de leurs moyens d'existence, pour qu'elles ne basculent pas en crise durant la période de soudure.
- o **210 027 personnes**, soit 3,4%, sont classées **en crise**. Ces populations en crise ont besoin d'interventions d'urgence pour leur prise en charge pour sauver leurs vies et protéger leurs moyens d'existence.



2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

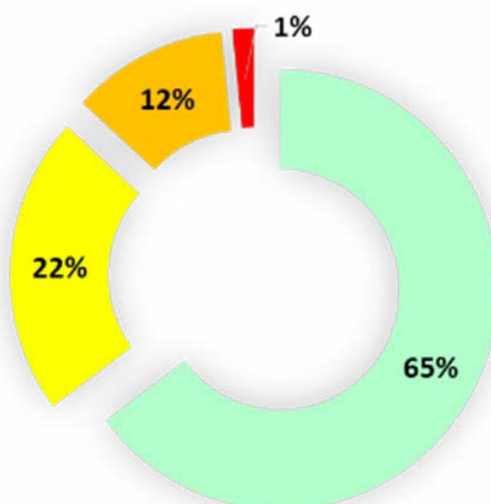


En situation projetée (Juin-Juillet-Août 2021), sur 19 régions analysées, sept (07) des régions analysées seront en phase sous pression (Bélier, Marahoué, Grands-Ponts, Béré, Tonkpi, Folon, Bagoué) et deux (02) en phase crise (Iffou, N'zi).

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

En situation projetée, correspondant à la période de soudure (juin à août 2021) le classement des populations donne :

- o **5 013 136** personnes, soit 81,1%, seraient classées en **phase minimale** ;
- o **981 428** personnes, soit 15,9%, seraient classées en **sous pression** ; elles auraient besoin d'interventions de renforcement de leur résilience ou de protection de leurs moyens d'existence ;
- o **186 670** personnes, soit 3,0%, seraient classées **en crise**. Ces populations en crise auraient besoin d'interventions d'urgence



3. Facteurs déterminants

- une hausse de 4% de la production vivrière par rapport à la campagne 2019/2020 et de 10% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.
- l'approvisionnement régulier des marchés du à la disponibilité des produits agricoles nationaux
- la hausse de la production des cultures de rente (4,8% par rapport à 2019-2020)
- L'avènement de la pandémie de Covid19 a provoqué le ralentissement voire l'arrêt des activités économiques

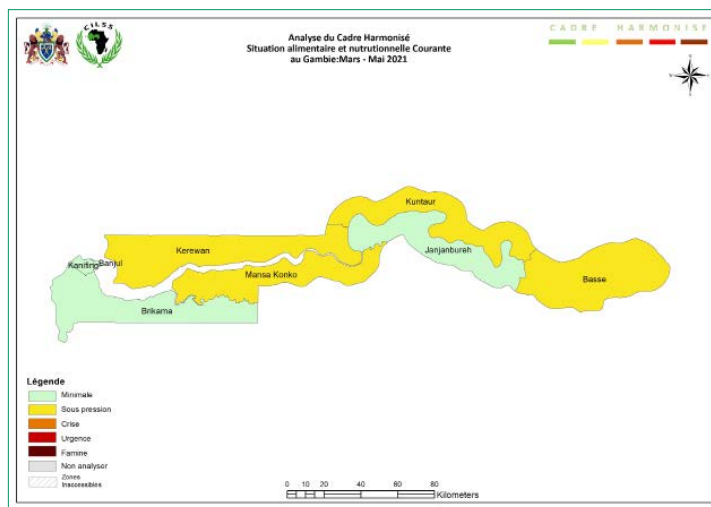


GAMBIE

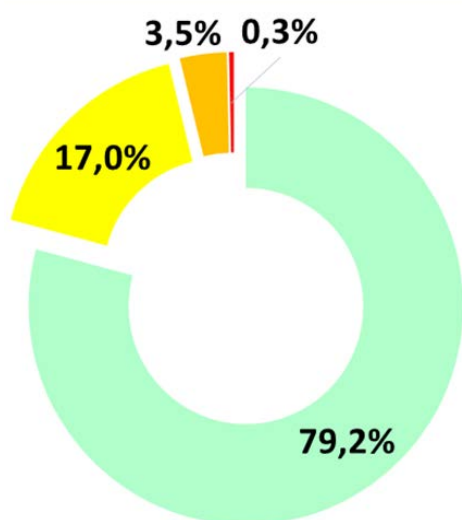
1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

En situation courante aucune région du pays n'est classée pour les phases 3-4-5 (crise, urgence et famine). Quatre régions (région du fleuve central nord, région du fleuve inférieur, région du fleuve supérieur et région de la rive nord) sont classées en phase 2 (Sous pression). Et pur la phase 1 (Minimale ou acceptable) quatre autres régions (Banjul, Kanifing, région de la côte ouest, région du fleuve central sud) sont classées.

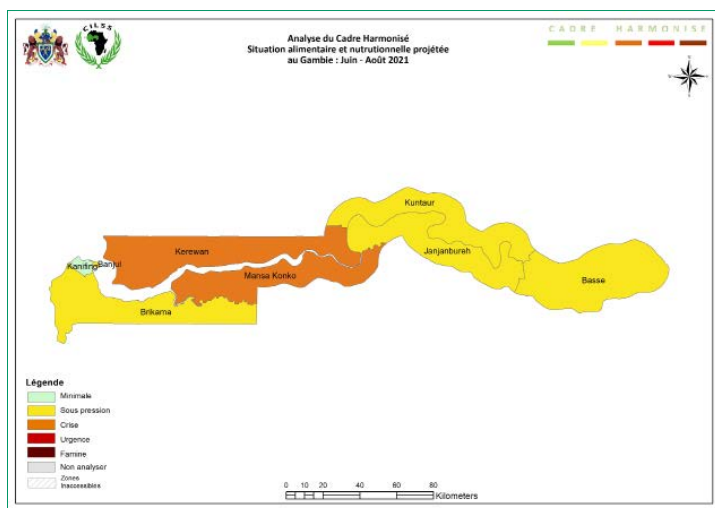


1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle



En période courante et dans huit régions **71 247 personnes** sont classées en phases 3-5 (c'est-à-dire en situation de crise à urgence), dont **4 198 personnes** sont classées en phase d'urgence. Il y a **445 081 personnes** identifiées en phase 2 (situation de stress alimentaire et nutritionnel) et **1 939 511** en phase 1.

2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021



2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

En période projetée, deux régions (Région du Bas-Fleuve et Rive Nord) risqueraient de tomber sous la phase 3.

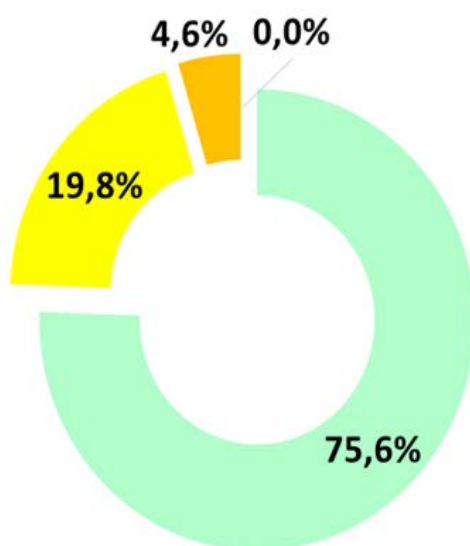
Pour la phase 2 (Sous pression) : Il y a quatre régions (Banjul, Upper River Region, West Coast Region, et Central River Region North) qui seront classées dans cette phase.

Pour la phase 1 (Minimal ou acceptable) : Deux régions devraient rester dans cette phase (Central River South et la municipalité de Kanifing).

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

En situation projetée **156 204 personnes** seront classées dans les phases 3-5, dont **7 350** sont en situation d'urgence. En outre, il y a environ 519 318 personnes identifiées en situation de stress alimentaire et nutritionnel.

S'il n'y a pas d'interventions pendant la période de soudure, environ 156 204 personnes seront confrontées à une situation de crise alimentaire et nutritionnelle, tandis que le nombre de personnes sous pression sera de 519 318 personnes. Il est cependant nécessaire de recourir à des interventions humanitaires d'urgence pour soutenir et protéger la population en crise et à des programmes de résilience pour les personnes identifiées comme étant sous pression.



3. Facteurs déterminants

Les perspectives générales de production, de disponibilité et de consommation alimentaires dans toutes les régions du pays ont été affectées par les variations mentionnées précédemment. Malgré la variation régionale, les marchés sont réalimentés par l'augmentation de la production de cultures de rente et de cultures vivrières, ainsi que de la production de poisson. Cependant, les niveaux de production de poisson dans le pays ont légèrement augmenté.



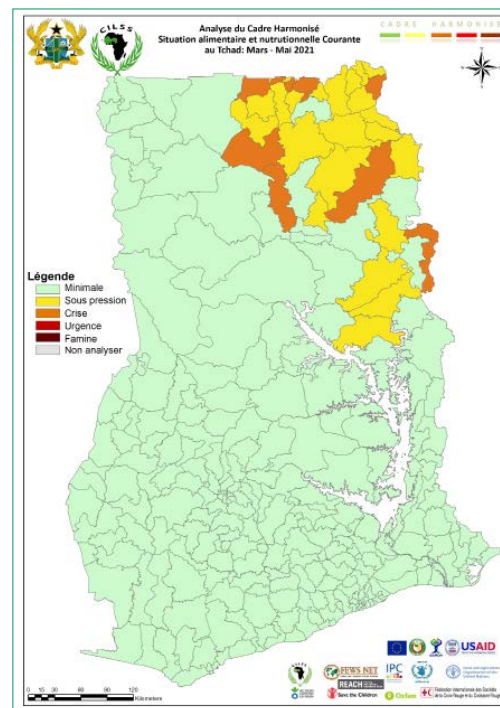
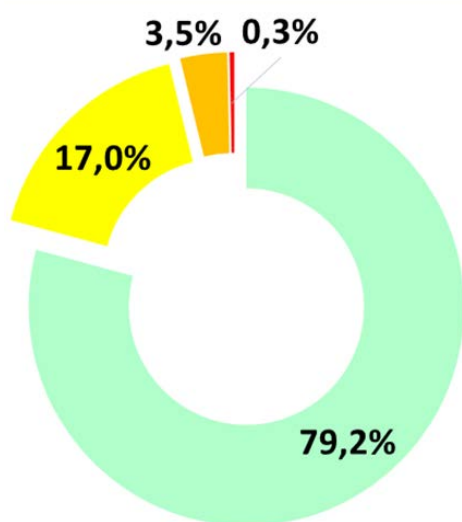
1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Un total de douze régions et quarante-trois (43) districts ont été analysés. Pour la situation courante (mars-mai 2021), 12 régions sont en phase 1, quatorze (14) districts ont été classés en phase 1, tandis que 21 et 8 districts sont classés respectivement en phase 2 et en phase 3.

1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

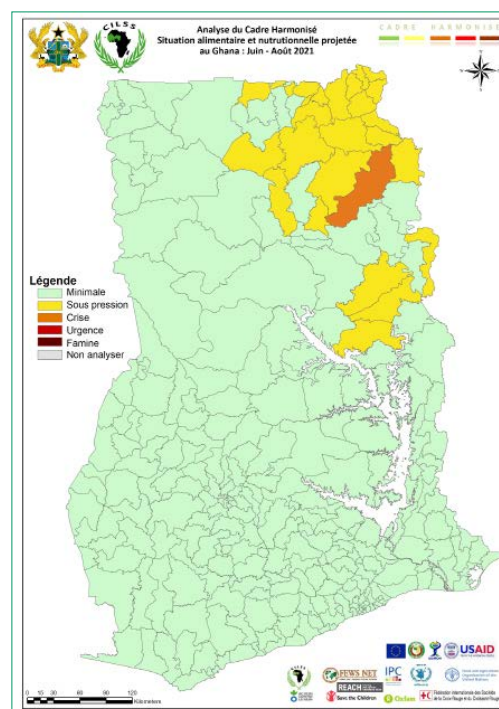
Durant la période courante, 962.902 personnes représentant 3,11% dans l'ensemble des seize (16) régions étaient dans la phase d'insécurité alimentaire (3-5) et auront donc besoin d'aide tandis que 3.450.102 (11,15%) personnes ont été trouvées dans la phase 2..



2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

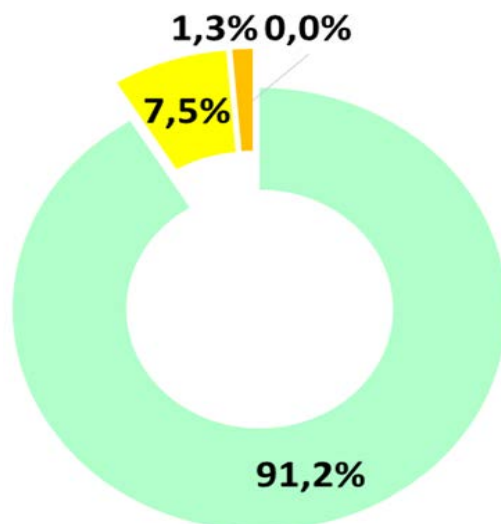
2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

En période projetée (juin-août 2021), on s'attend à ce que la situation s'améliore car le nombre de personnes prévues dans les phases 3 à 5 diminuera de manière significative de plus de la moitié (58%) des personnes affectées dans la situation actuelle. En outre, tous les districts classés en phase 3 dans la situation courante passeront en phase 2 et plus de la moitié des districts en phase 2 actuellement devraient être en phase 1 dans la période projetée.



2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Pour la période projetée (juin-août 2020), **409 069 personnes**, soit 1,32%, devraient se trouver dans la phase d'insécurité alimentaire (3-5) tandis que le nombre de personnes qui seront sous pression diminuera à **2 314 703** (7,48%), soit une baisse en pourcentage de 32,91%.



3. Facteurs déterminants

En général, la situation de la sécurité alimentaire au Ghana est stable bien qu'il y ait existé des facteurs déterminants pouvant jouer sur la vulnérabilité des populations, notamment COVID-19, la sécheresse, les inondations, l'incidence des maladies et des ravageurs des cultures, les maladies et les décès d'animaux, les mauvaises récoltes, les prix élevés des aliments, le coût élevé du carburant, les fluctuations soudaines des prix, la réduction des revenus des membres du ménage, le manque d'argent pour acheter de la nourriture ou couvrir d'autres dépenses et la perte du chômage.

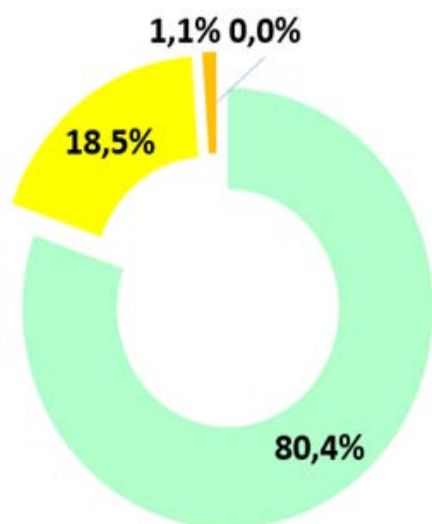


GUINEE

1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la situation courante : sur les trente-trois (33) préfectures analysées, Dix-huit (18) sont en phase minimale (Beyla, Dabola, Faranah, Forecariah, Gaoual, Kankan, Kérouané, Kindia, Kissidougou, Koubia, Koundara, Kouroussa, Lola, Macenta, Mandiana, Pita, Téliélé et Yomou) et Quinze (15) sont en phase Sous pression (Boffa, Boké, Coyah, Dalaba, Dinguiraye, Dubreka, Fria, Gueckédou, Labé, Ielouma, Mali, Mamou, N'Zérékoré, Tougué et Siguiri) au regard des valeurs du score de consommation alimentaire (SCA) et de l'indice d'évolution des moyens d'existence.



1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Toutefois il est à retenir que, pour tout le pays et pendant la situation courante, **2 060 532 personnes** (soit 18,54%) sont en **sous pression**, **122 593 personnes** (soit 1,10%) sont **en crise** et **2 414 personnes** (soit 0,02%) sont **en urgence**.

Cependant, ces résultats ne peuvent pas être comparés à ceux de mars 2020 (**620 707 personnes** en sous pression et **194 258 personnes** en crise) pour la simple raison que 14 préfectures enquêtées avec FSMS du PAM ont été seulement analysées contre 33 en 2021.



2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

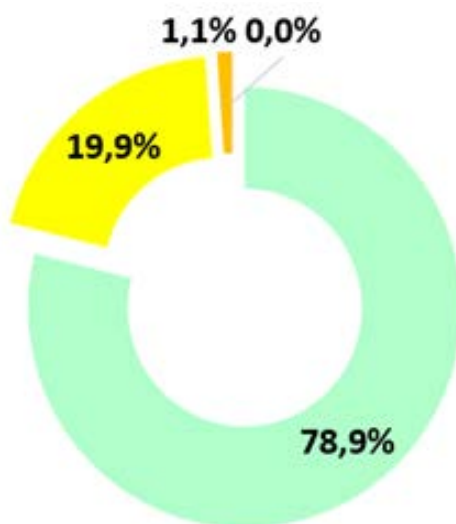
2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la situation projetée, Neuf (09) préfectures seront en sous-pressions (Dinguiraye, Boké, Siguiri, Coyah, Dubréka, Labé, Mali, Gueckédou et N'Zérékoré) à cause de la réduction des espaces agricoles et pastoraux (pression minière), la faible disponibilité des denrées de base et la hausse des prix des produits agricoles.

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

En situation projetée, bien qu'aucune Préfecture n'aura basculé en phase 3 en situation projetée (période de soudure : Juin-Juillet-Août), la population du pays qui sera en sous-pression est de **2 216 735 personnes** (soit 19,94%), celle en crise, à **121 247 personnes** (soit 1,09%) et celle en urgence, à **2 414 personnes** (soit 0,02%).

NB : Ces résultats ne peuvent pas être comparés à ceux de mars 2020 (1 366 112 personnes en sous pression et 326 934 personnes en crise) pour la simple raison que 14 préfectures enquêtées avec FSMS du PAM ont été seulement analysées contre 33 en 2021.



3. Facteurs déterminants

La présence des nuisibles (chenilles, Mouche blanche...) dans certaines préfectures ont affecté légèrement les cultures de contre-saison (maraîchage) en cette situation courante. Par ailleurs pour la période à venir la persistance d'autres nuisibles pourrait engendrer des pertes sur la production agricole surtout les cultures pérennes (café, cacao, agrumes, palmier à huile, manguier, anacardier, etc.).

La pandémie de Covid-19 et la résurgence de l'Epidémie à Virus EBOLA dans les préfectures ont été une source de psychose qui a affecté les activités socio-économiques du pays.

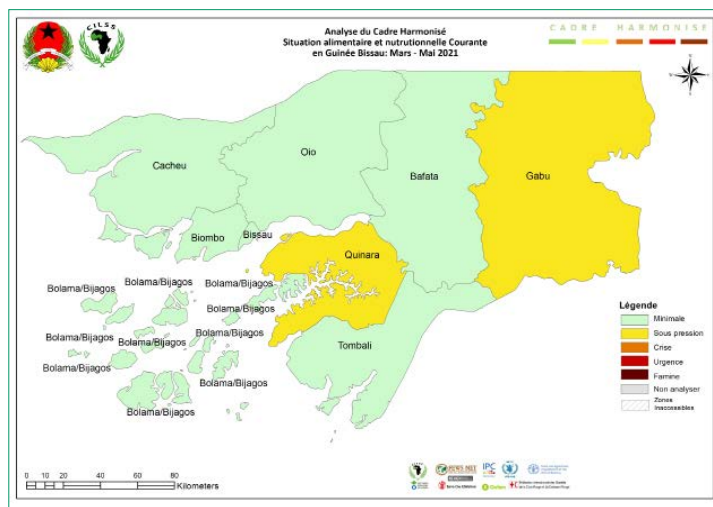


GUINEE BISSAU

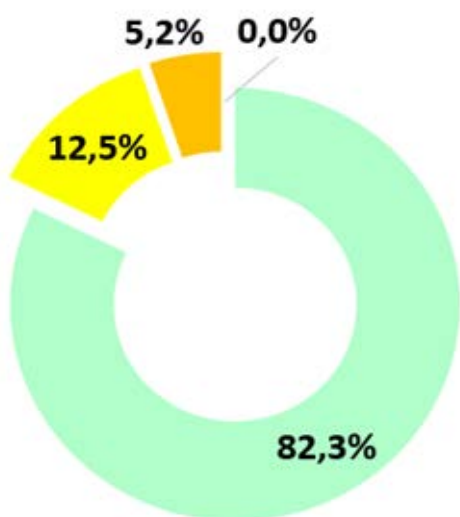
1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

En phase courante (mars à mai 2021), sur 8 régions analysées aucune n'est en crise. Cependant on dénombre 6 régions (Biombo, Cacheu, Bafata, Oio, Tombali et Bolama) classées en phase 1 (minimale) et 2 autres en phase 2 (sous pression).



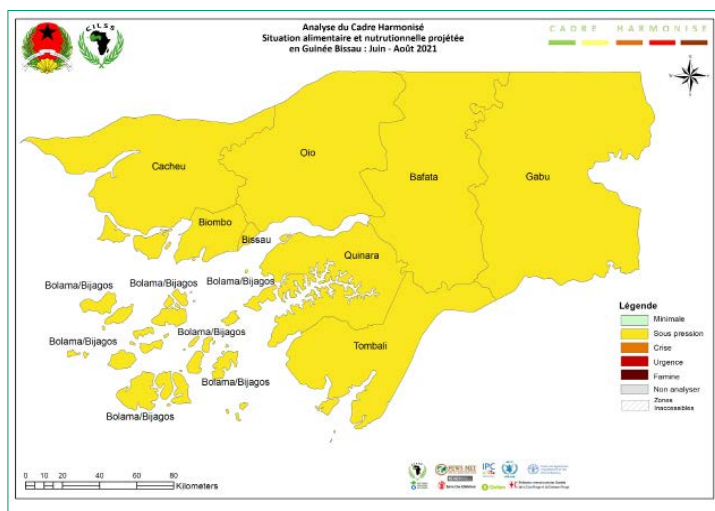
1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle



En situation courante (mars à mai 2021), environ **67 409 personnes** sont estimées en phase crise et plus. Ces personnes auront besoin d'assistance alimentaire immédiate. **170 187 personnes** sont sous pression. Ces personnes ont besoin de programmes de renforcement de leur résilience pour éviter qu'elles ne basculent en crise.

2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

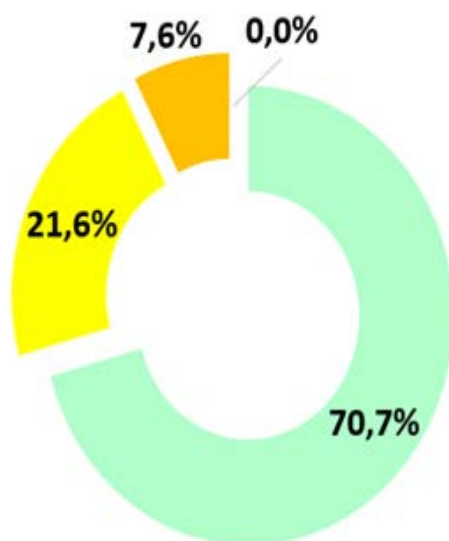
2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle



En situation projetée (Juin à Août 2021), toutes 8 régions analysées (Cacheu, Oio, Bafata, Biombo, Bolama, Quinara, Tombali et Gabú) sont classées en phase 2 (sous pression).

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

En situation projetée (juin à août 2021), le nombre de populations en Insécurité Alimentaire Crise et plus est de **102 048 personnes**. Tandis que celles en Insécurité Alimentaire Sous pression est de **233 662 personnes** pour une population totale analysée de **1 319 425**, elles auront besoin des programmes de renforcement de leur résilience pour éviter qu'elles ne basculent en crise.



3. Facteurs déterminants

Suite aux importantes pluies enregistrées sur les bassins hydrographiques des fleuves Corubal et Geba pendant les mois de juillet et août 2020, tous les cours d'eau, notamment les fleuves Corubal et Geba ont été bien remplis. La situation hydrologique est caractérisée par des écoulements importants et débordements des fleuves qu'ont provoqués des inondations dans les régions de Cacheu, Oio, Tombali, Quinara et Bafata.

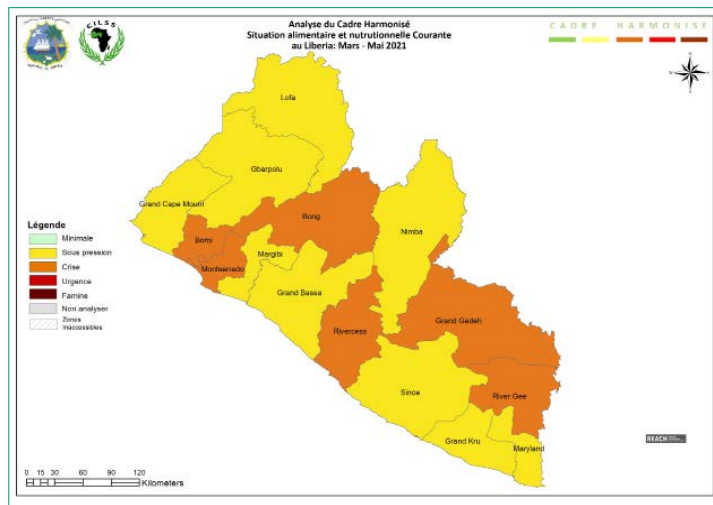


LIBERIA

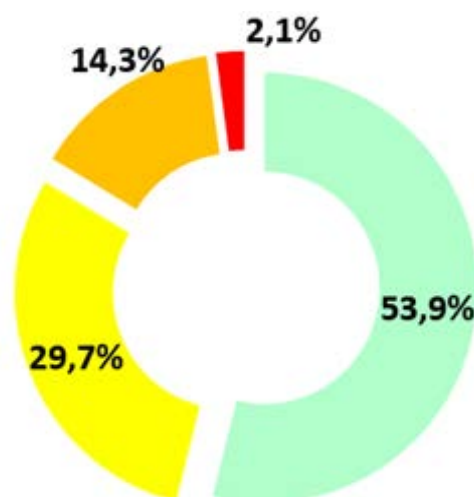
1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

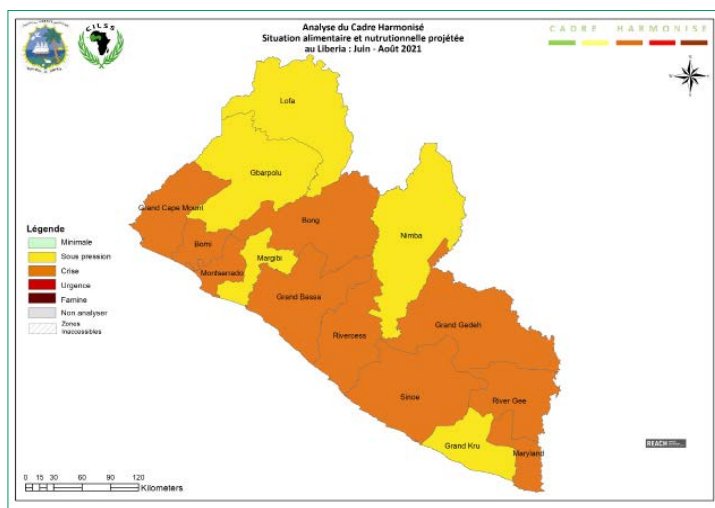
La situation en période courante (janvier à mars 2021) montre que 9 comtés sont en stress (phase 2) tandis que les autres (7) comtés sont en crise (phase 3). Ce classement est dû au faible niveau de production et de pouvoir d'achat (inflation et impact de Covid19) des ménages.



1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle



Pour la période courante, on estime à **772 873** le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance immédiate (en crise et au-delà), tandis que la population en phase 2 est estimée à **1 399 513 personnes**.



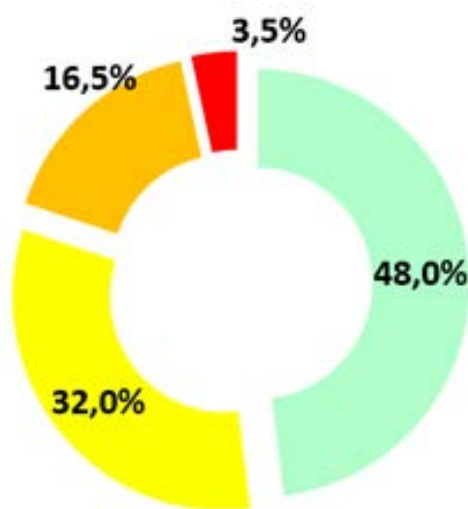
2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la situation projetée, il est estimé que 5 comtés seront en phase 2 (stress) et 11 comtés passeront en crise (phase 3).

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Au cours de la période projetée (juin - août 2021), environ **939 391 personnes** pourraient passer en phase 3 d'insécurité alimentaire (crise). Tandis que **1 510 122 personnes** pourraient être confrontées à une situation de sous-pression.



3. Facteurs déterminants

L'état de la sécurité alimentaire reste inacceptable, 28 % des ménages ayant un apport alimentaire inférieur au seuil acceptable. Le Liberia reste fortement dépendant des marchés étrangers pour son alimentation (deux tiers sont importés). Cette dépendance à l'égard des importations alimentaires est en augmentation. Les problèmes structurels d'inégalité, de pauvreté, de chômage et d'insécurité alimentaire restent largement non résolus. Le sous-emploi et le chômage, en particulier chez les jeunes, sont très élevés.

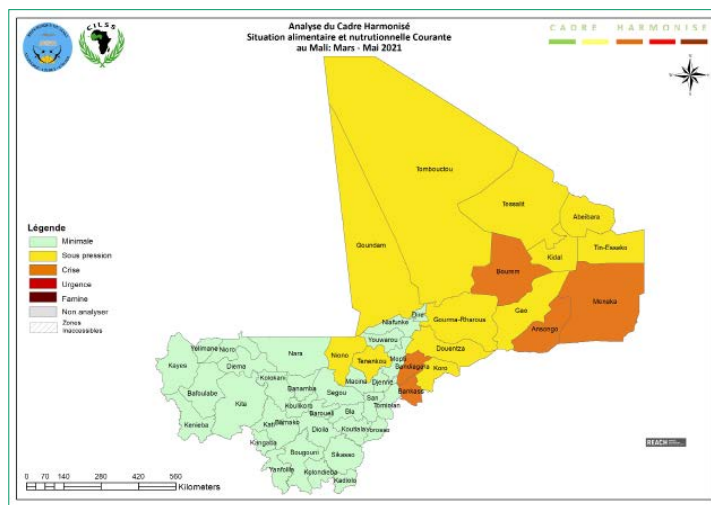


MALI

1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

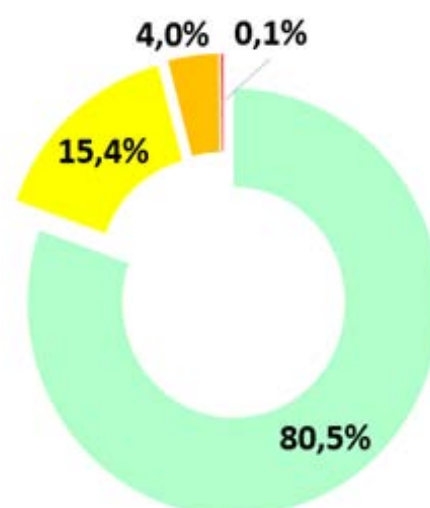
1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

En phase courante de mars à mai 2021, 6 zones sont classées en phase crise (Bankass, Bandiagara, Koro-ZIA, Bourem, Ansongo, Ménaka), 14 zones sont en phase sous pression (Niono, Macina, Bankass, Koro-ZA, Douentza, Tombouctou, Goundam, Gourma Rharous, Taoudéni, Gao, Kidal, Abeibara, Tessalit, Tin Essako) ; et 31 cercles et le District de Bamako en phase minimale.



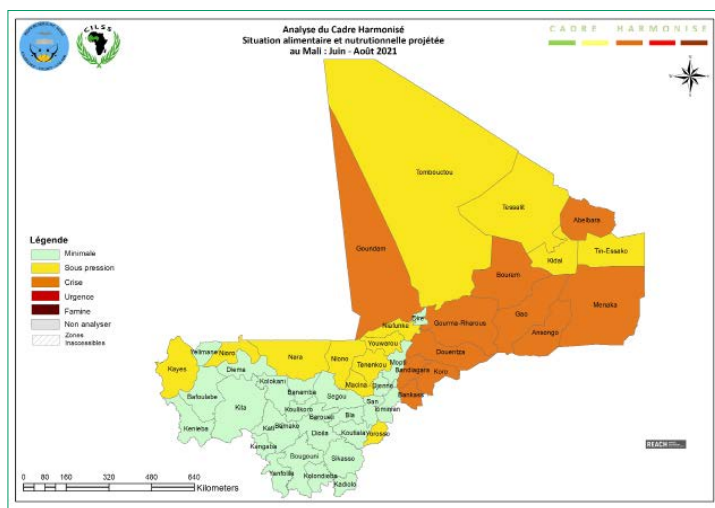
1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Le nombre de personnes en urgence est de 30 722 personnes soit 0,15% de la population totale. La population en crise est estimée à 723 534 personnes soit 3,43% de la population totale. Le nombre de personnes se trouvant en phase sous pression est de 3 317 987 personnes soit 15,72% de la population totale.



2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

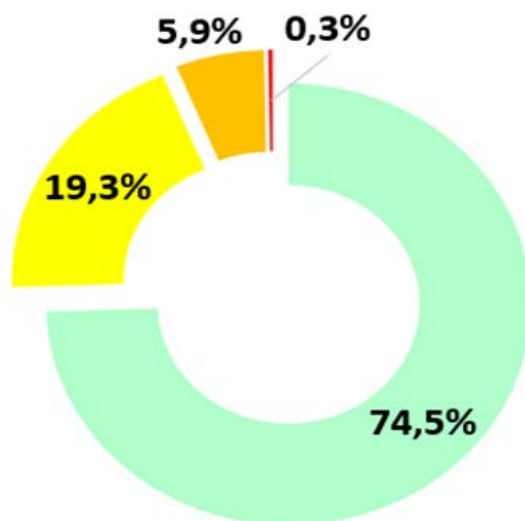
2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle



En situation projetée de juin à août 2021, 9 zones sont en crise (Bandiagara, Bankass, Douentza, Koro, Gourma Rharous, Gao, Bourem, Ansongo et Ménaka), 16 zones sont en phase sous pression (Niono, Nara, Yorosso, Macina, Tenenkou, Youwarou, Niafunké, Tombouctou, Taoudéni, Goundam, Gao, Kidal, Abeibara, Tessalit et Tin Essako) et 25 cercles et le district de Bamako sont en phase 1. La situation de crise est surtout liée à l'insécurité, aux conflits intercommunautaires, aux perturbations des activités socio-économiques et aux inondations avec dégradations des moyens d'existence.

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Le nombre de personnes en urgence serait de 62 637 personnes soit 0,30% de la population totale, en crise 1 103 306 personnes soit 5.23% de la population. Le nombre de personnes se trouvant dans la phase 2 est de 4 041 913 personnes soit 19.15% de la population du pays.



3. Facteurs déterminants

On peut noter cette année, les inondations et les dégâts des déprédateurs qui ont eu des impacts négatifs légers à moyens sur les indicateurs de résultats. La persistance et/ou aggravation de l'insécurité civile au centre et au nord du pays, qui engendre des mouvements inhabituels de populations, des perturbations des activités socio-économiques (baisse des productions agricoles, enlèvements de bétail, dégâts/pillages de récoltes) et des difficultés d'accès humanitaires et d'accès aux services sociaux de base.

Les déplacements inhabituels de population, la baisse des transferts monétaires en rapport avec la COVID-19 dans les pays d'accueil des migrants, le manque de revenus coton, engendreront la dégradation des moyens d'existence dans l'ensemble du pays. La Covid-19 continue de causer des effets négatifs sur les activités économiques des ménages.

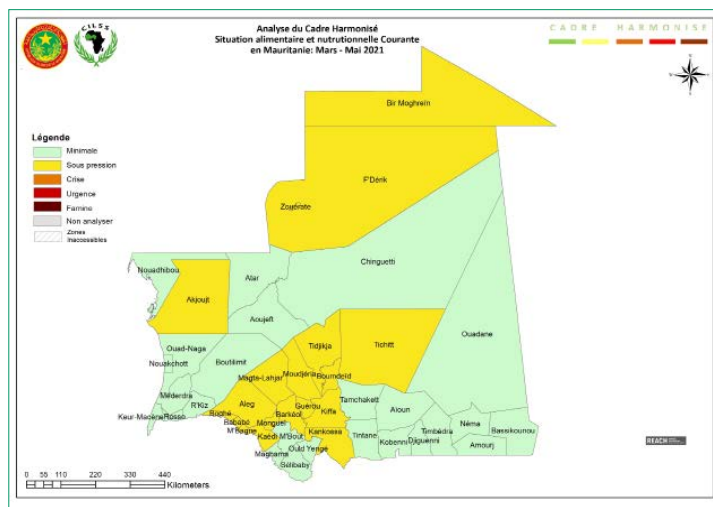


MAURITANIE

1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

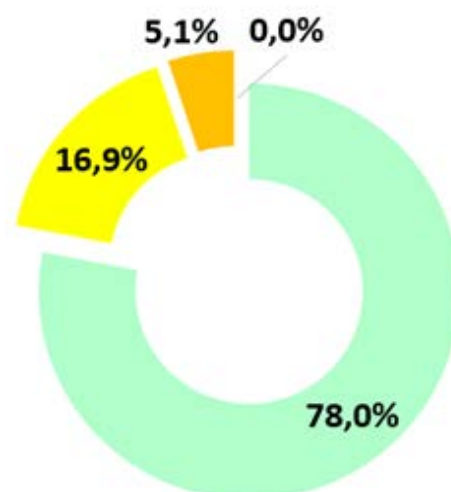
1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

En Situation courante (mars-avril-mai 2021), toutes les moughataa du Brakna, de l'Assaba, du Tagant, de l'Inchiri, du TirisZemmour et du Gorgol à l'exception de Maghama sont en phase sous pression alors que le reste des Moughataa du pays sont en phase minimale.



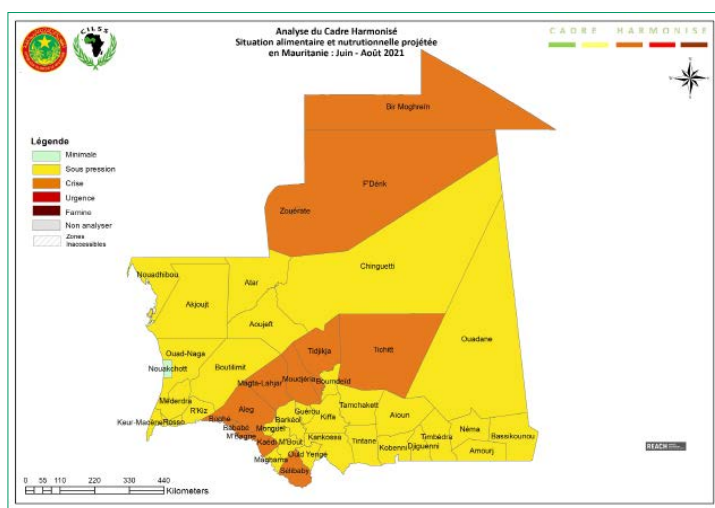
1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Les populations classées en insécurité alimentaire sévère en situation courante (mars-mai 2021), sont estimées à **219 621 personnes**.



2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

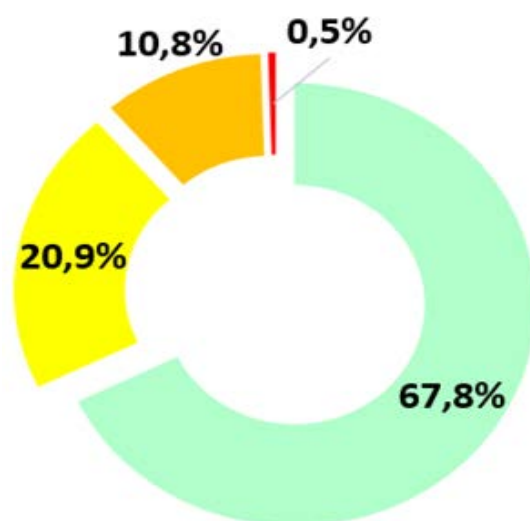
2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle



En situation projetée (Juin-juillet-août 2021) : la wilaya de Nouakchott-Ouest est en phase minimale. Toutes les Moughataa de TirisZemmour, du Tagant, du Brakna, de l'Assaba à l'exception de Kankoussa, du Gorgol à l'exception de Maghama, en plus de la Moughataa de Sélibaby sont en phase de Crise. Le reste des Moughataa du pays sont en phase sous pression.

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

En situation projetée (juin-août 2021), le nombre total de populations estimées en insécurité alimentaire sévère sera de **536 804 personnes**.



3. Facteurs déterminants

La situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été aggravée par une importante hausse des prix des denrées de première nécessité (riz, huile et sucre) et des produits alimentaires importés depuis le quatrième trimestre 2020, et cette hausse semble se poursuivre sur les premiers mois de 2021. Ces hausses ont été concomitantes avec des perturbations au niveau de l'approvisionnement des marchés dues à l'impact mondial de la pandémie sur les transports maritimes, sachant que la production locale ne couvre que 20% des besoins alimentaires de la population, et que l'approvisionnement des marchés est très dépendant des produits importés.

La Mauritanie fût confrontée, à l'instar de la majorité des pays, à une seconde vague de l'épidémie du Covid19 en décembre 2020. Les populations mauritaniennes, dont les revenus dépendent pour la majorité du secteur informel, ont vu leurs conditions de vie impactées.

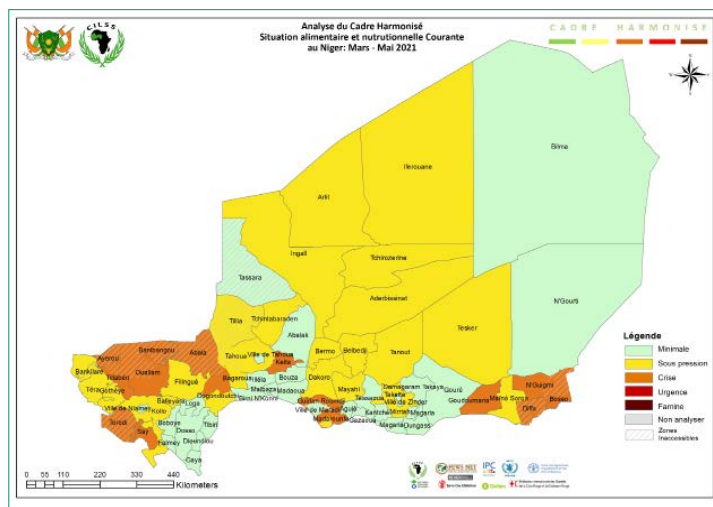


NIGER

1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

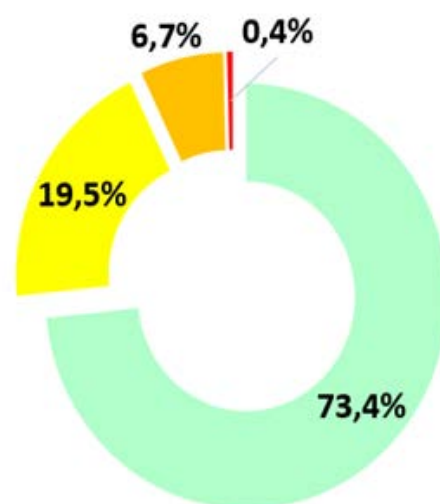
1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la situation courante (mars-avril-mai 2021), l'insécurité alimentaire au Niger a atteint le niveau sévère (crise) pour quatorze (14) départements, contre 8 en octobre 2020. Les 14 départements où les proportions des personnes en insécurité alimentaire sévère atteignent au moins 20% de leurs populations sont : (Diffa, Bosso, N'Guigmi et Goudoumaria (Diffa) ; GuidanRoumdji et Madarounfa (Maradi) ; Keita (Tahoua) ; Abala, Ayorou, Banibangou, Ouallam, sud Say, Tillabéri et Torodi (Tillabéri).



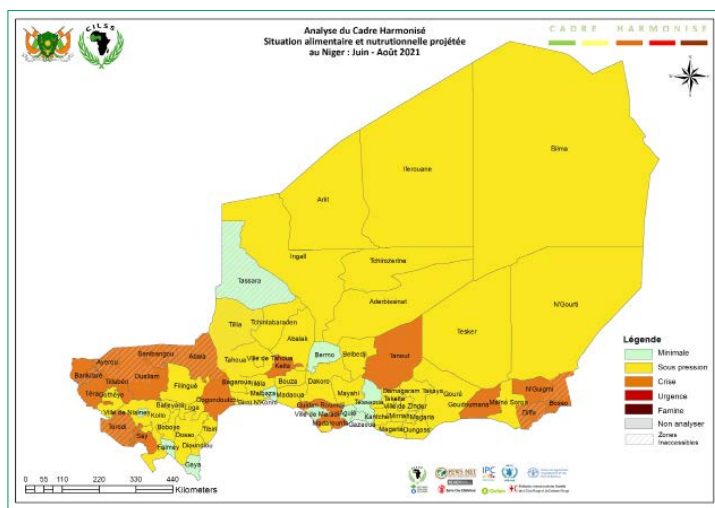
1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Pour la période mars-avril-mai 2021, environ **4 500 000 personnes** sont en « **sous pression** » c'est-à-dire des personnes ayant une consommation alimentaire minimale et ne sont pas capable de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation négatives irréversibles. Durant cette même période, **1 638 285 personnes** dont environ **102 000 personnes en urgence** alimentaire. Ces personnes sont réparties dans pratiquement tous les départements avec une forte concentration dans les 14 cités.



2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

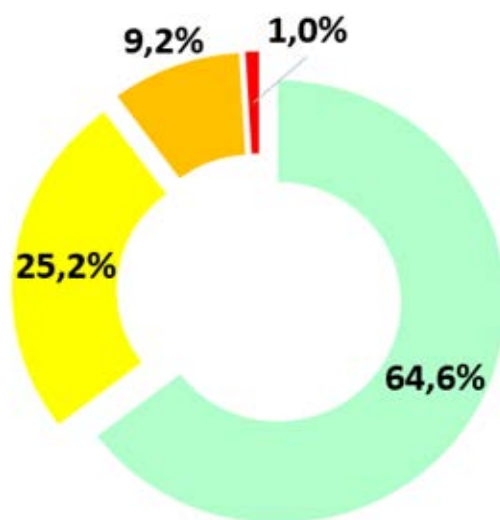
2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle



Pour la situation alimentaire projetée en juin-août 2021 qui coïncide avec la période de soudure, la prévalence de l'insécurité alimentaire pourrait persister au niveau sévère ou crise et urgence avec une augmentation du nombre de départements touchés. Ainsi, 20 départements, contre 17 en octobre 2020 : Diffa, Bosso, N'Guigmi et Goudoumaria (Diffa) ; GuidanRoumdji et Madarounfa (Maradi) ; Keita et Bagaroua (Tahoua) ; Abala, Ayorou, Banibangou, Ouallam, Filingué, Tera, Bankilaré, sud Say, Tillabéri et Torodi (Tillabéri) ; Dogon Doutchi (Dosso) et Tanout (Zinder) pourraient vivre cette insécurité alimentaire sévère.

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

En période projetée, si des dispositions idoines ne sont pas prises, **2 331 900 personnes** pourraient vivre une situation de crise alimentaire dont **218 000 personnes** en urgence alimentaire. Les personnes sous pression verraient leur nombre passé à environ **6 000 000 personnes** pendant la période de soudure (juin-août 2021) si des dispositions idoines ne sont pas prises. Il est recommandé pour cette catégorie des personnes vulnérables des filets sociaux de sécurité pour protéger leurs moyens d'existence.



3. Facteurs déterminants

- La persistance de l'insécurité civile avec comme conséquences des déplacements massifs mais localisés des populations abandonnant ainsi certains de leurs moyens d'existence ;
- des difficultés de la mobilité du bétail et d'accessibilité à certaines zones de pâturage ;
- La fermeture et/ou la perturbation de beaucoup des marchés avec comme conséquences des difficultés de ravitaillement et d'animation de ces marchés avec son corolaire des hausses des prix atypiques des denrées alimentaires ;
- Les difficultés de déplacement des personnes et des biens ;
- La persistance des effets négatifs de la pandémie de la COVID 19 dans certaines zones avec surtout comme conséquences la diminution drastique des transferts sociaux des migrants saisonniers ;
- La persistance des effets des inondations 2020,

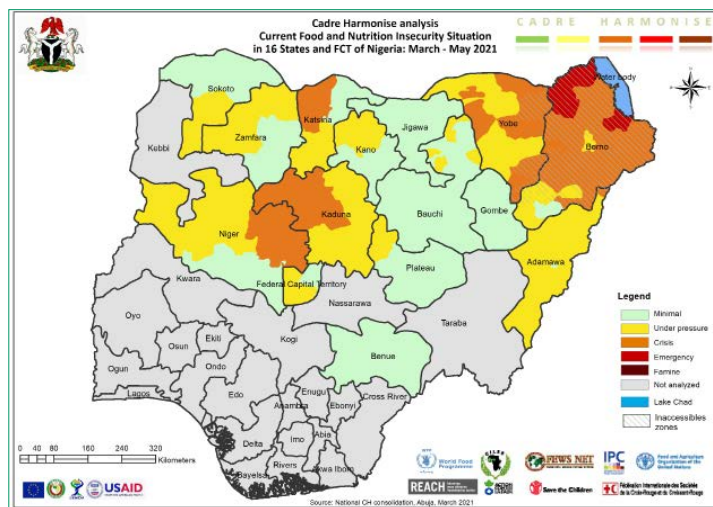


NIGERIA

1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

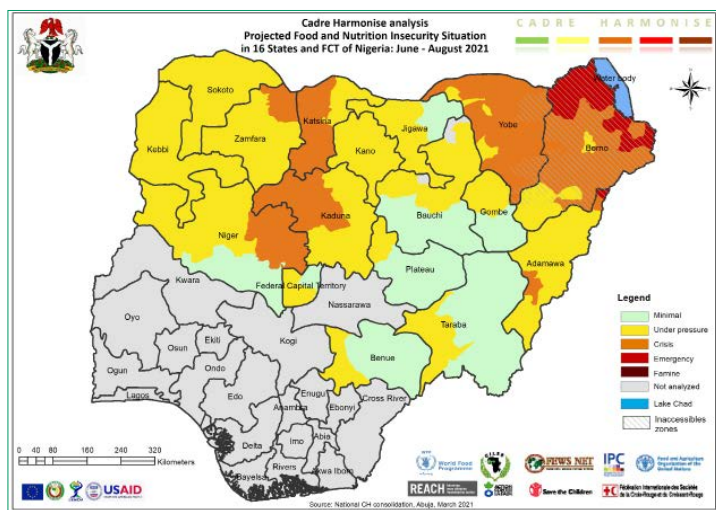
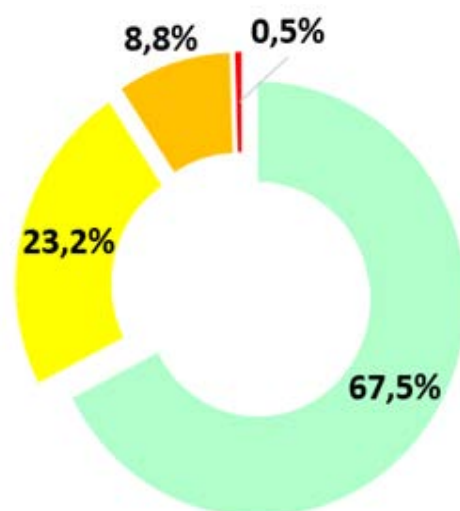
1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la situation courante (mars-avril-mai 2021), les résultats montrent que 332 zones (comprenant des zones et des LGA) ont été analysées à travers les états et 148 zones sont classées en phase minimale, 130 sous pression, 50 en crise et 4 LGA (Abadam, Gubio, Marte et Mobbar) de l'état de Borno en phase d'urgence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.



1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

9 196 120 millions de personnes (9,3 %) de la population analysée sont dans un état d'insécurité alimentaire aiguë critique (phases 3 et 4) en période courante (mars à mai 2021) et nécessitent une attention urgente.



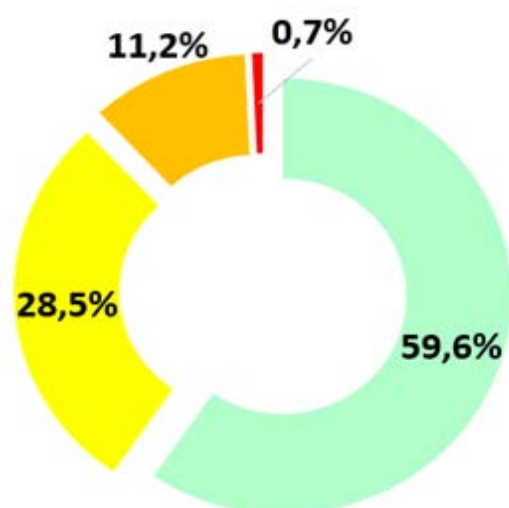
2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Durant la période projetée (juin à août 2021), 9 AGI (Abadam, Gubio, Marte, Mobbar, Dikwa, Guzamala, Kalabalge et Kukawa) dans l'Etat de Borno et Madagali dans l'Etat d'Adamawa seront en phase d'urgence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Au cours de la période projetée de juin à août 2021, ces chiffres pourraient atteindre 12 831 034 millions de personnes (11,9%), à moins que des interventions conscientes de renforcement de la résilience et l'aide humanitaire en cours ne soient intensifiées dans les zones touchées. Parmi ces populations vulnérables nécessitant une assistance urgente, les populations inaccessibles (d'Adamawa, Borno et Yobe) représentent 746 846 et 881 261 personnes respectivement pour la période actuelle et la période projetée. De même, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) dans les trois États du Nord-Ouest (Katsina, Sokoto et Zamfara) seront également en situation de crise alimentaire ou d'insécurité alimentaire plus grave pour période projetée.



Pendant la période de juin à août 2021, sur les 2 035 915 personnes qui, selon les projections, auront un besoin critique d'aide d'urgence dans l'État de Borno, 778 668 (38,2 %) d'entre elles se trouveront dans des zones inaccessibles où l'accès à une aide vitale essentielle fera défaut en l'absence d'une extension du corridor humanitaire actuel. De même, pour les États de Yobe et d'Adamawa, la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë critique et nécessitant une aide d'urgence mais inaccessible à la communauté humanitaire serait respectivement d'environ 83 254 (5,8 %) et 19 339 (2,2 %).

3. Facteurs déterminants

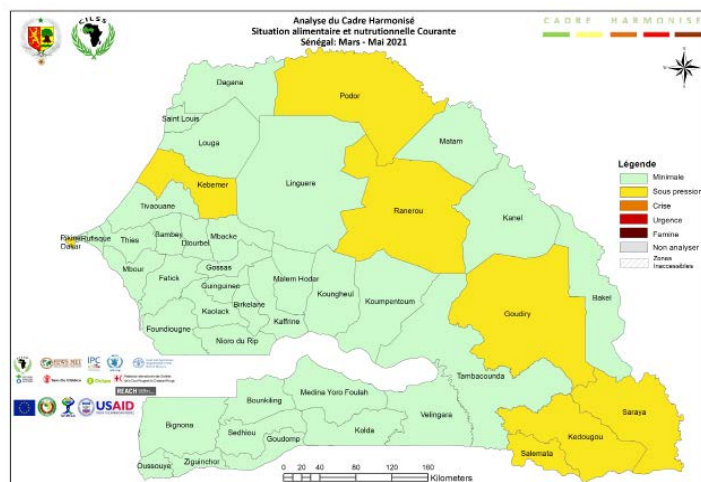
Les attaques sporadiques des groupes armés non étatiques, les déplacements qui en résultent et les moyens de subsistance insuffisants continuent à avoir un impact négatif sur les moyens de subsistance et, par conséquent, sur l'alimentation et la nutrition. Ces faits sont encore aggravés par les troubles civils, le banditisme et les enlèvements de personnes et d'écoliers dans certains des États touchés par le conflit (Zamfara, Sokoto et Katsina), y compris l'État du Niger. Ces événements ont des répercussions négatives sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones les plus touchées. Le conflit entre agriculteurs et éleveurs s'est également ajouté aux dangers qui ont perturbé les activités économiques à Benue et Plateau. L'inflation et les prix élevés des denrées alimentaires, en partie accentués par la pandémie de Covid-19, ont également fait partie des chocs importants subis dans la plupart des États analysés.



1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

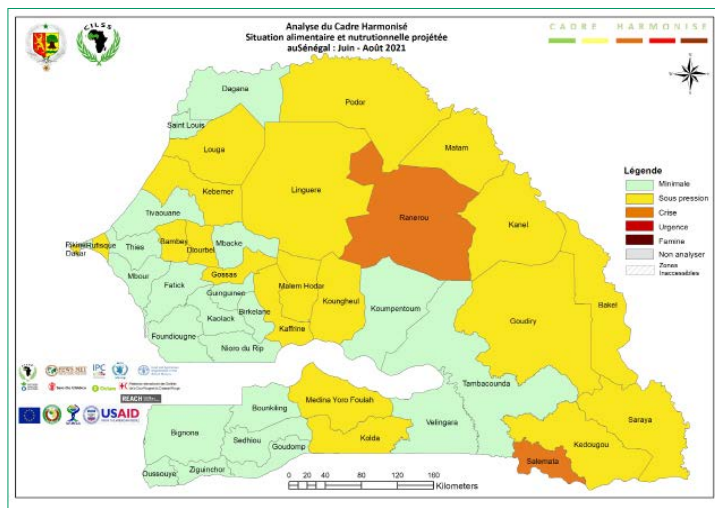
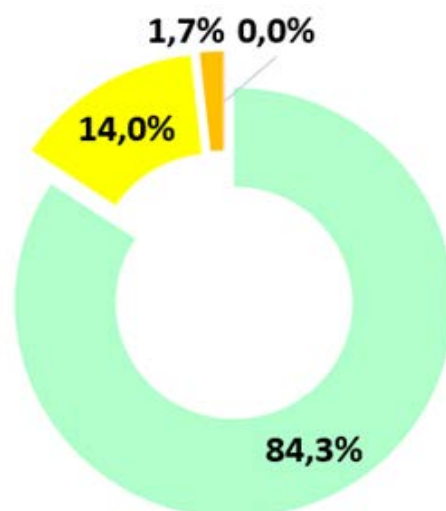
1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

La classification montre une situation alimentaire acceptable en phase courante. Trente-sept (37) départements sont en phase minimale et huit (8) en phase sous pression. L'EME est en crise dans les départements du nord (Podor, Ranérou, Kébémér) sous-pression. Dans ces départements on enregistre également les plus fortes baisses de revenus au cours des trente derniers.



1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Pour la période mars-avril-mai 2021, quatorze millions cinq cent quinze mille cinq cent soixante-sept (**14 515 567**) personnes sont **en phase minimale**, deux millions quatre cent trois mille deux cent vingt (**2 403 220**) personnes sont en phase **sous pression**, deux cent quatre-vingt-quatorze-huit cent quatre-vingt-deux (**294 882**) personnes sont **en crise** et trois mille sept cent quatre-vingt-dix-sept (**3 797**) personnes sont **en urgence**.



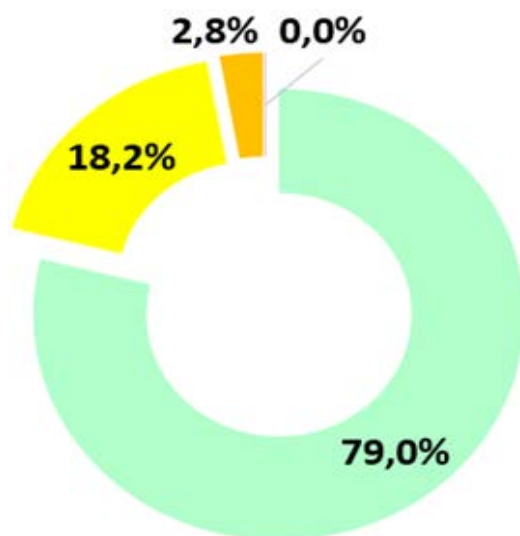
2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la période projetée, la situation alimentaire des ménages pourrait connaître une légère dégradation. Le nombre de départements en phase sous pression pourrait passer à (21), deux départements pourraient être en crise.

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Pour la période projetée, la situation alimentaire des ménages dégradée pourrait faire passer le nombre de personnes en phase crise de **294 882 personnes** à **481 554** et celui en urgence de **3 797 personnes** à **6 494 personnes**.



3. Facteurs déterminants

Les principaux facteurs déterminant de l'insécurité alimentaire des populations au Sénégal seraient : les feux de brousse, les fluctuations des prix des denrées alimentaires de base, le degré de fonctionnalité des marchés, Les difficultés d'accès aux pâturages et la transhumance précoce.

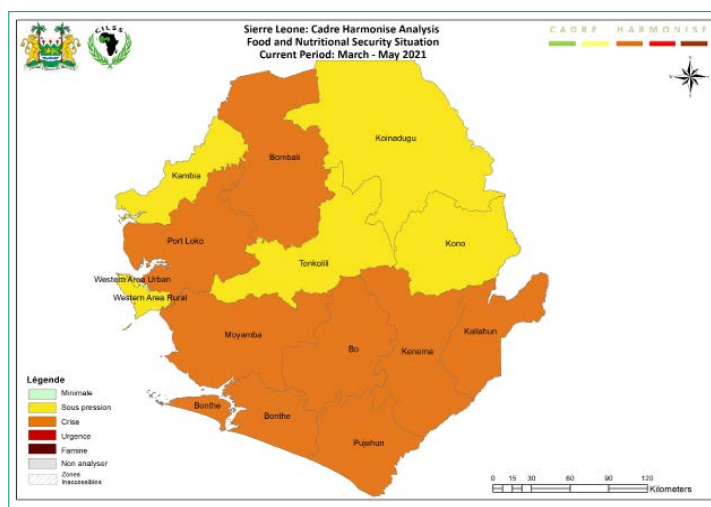


SIERRA LEONE

1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

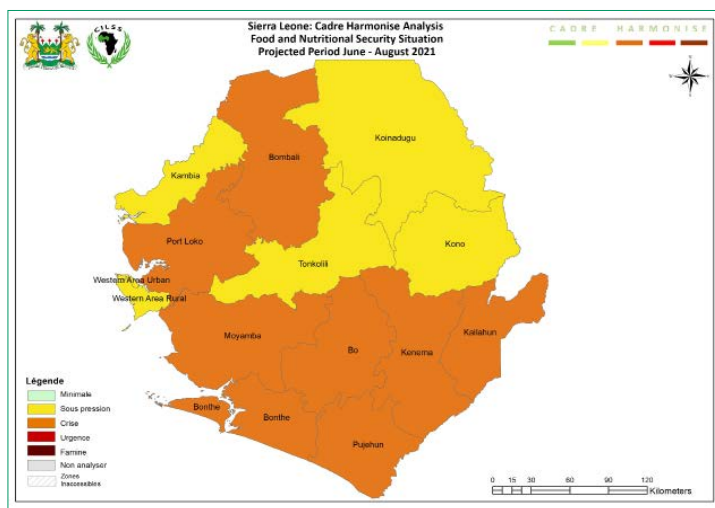
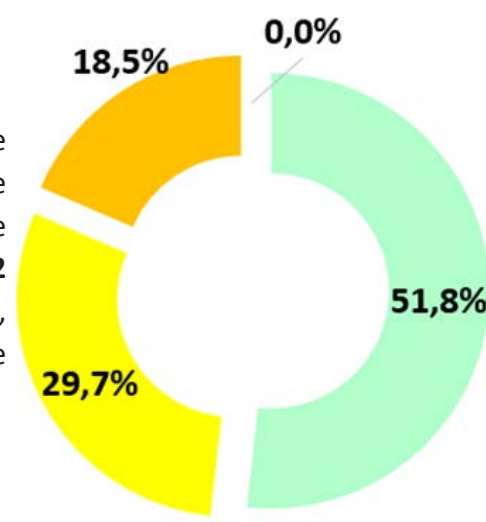
1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Selon l'analyse, aucun district n'est actuellement en phase 1 minimale, tandis que neuf (9) districts sont en phase 2 de stress (Tonkolili, Koinadugu, Pujehun, Kono, Western Rural, Western Area Urban, Kailahun, Bo et Kambia) et cinq districts en phase 3 (Kenema, Moyamba, Bonthe, Bombali et Port Loko). Aucun district n'est classé en phase 4 et 5. Cette situation difficile est le résultat des mesures de restriction prises en réponse à la pandémie de COVID-19. Ils ont dû adopter des mécanismes d'adaptation à la crise et il faudra un certain temps pour qu'ils retrouvent leurs moyens de subsistance normaux.



1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Pour la situation projetée, on estime que **1 809 817 personnes** se trouveront dans la phase 3-5 et auront besoin d'une assistance humanitaire et de développement avant et pendant la période de soudure pour atténuer la situation. De plus, on estime qu'un total de **2 735 177 personnes** seront sous Stress pendant la période de soudure, d'où la nécessité d'un soutien au développement et à la résilience avant la période de soudure.



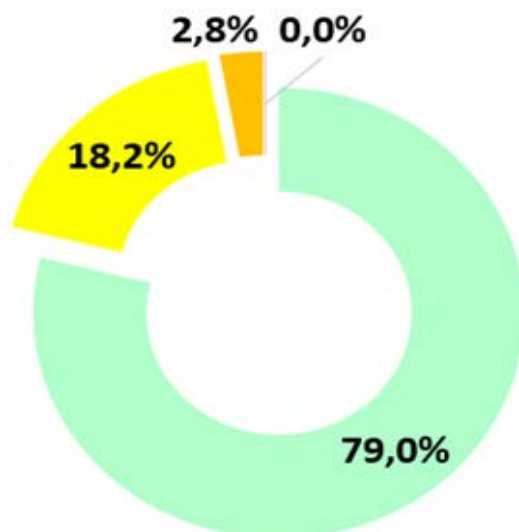
2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la situation projetée, huit (8) districts seront en phase de stress 2 (Tonkolili, Koinadugu, Pujehun, Western Rural, Western Area Urban, Kailahun, Bo et Kambia), tandis que six (6) districts (Kenema, Moyamba, Bonthe, Bombali, Kono et Port Loko) seront en phase de crise 3.

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

On estime que **1 532 497 personnes** ont besoin d'une assistance immédiate (de la phase 3 à la phase 5) dans la situation actuelle pour protéger leurs moyens de subsistance et prévenir la malnutrition aiguë, tandis que la population en phase 2 est estimée à **2 474 870 personnes**. Ces populations (en situation de stress) risquent de se détériorer davantage et, par conséquent, le renforcement de leur capacité de résilience est essentiel pour prévenir la détérioration des résultats en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.



3. Facteurs déterminants

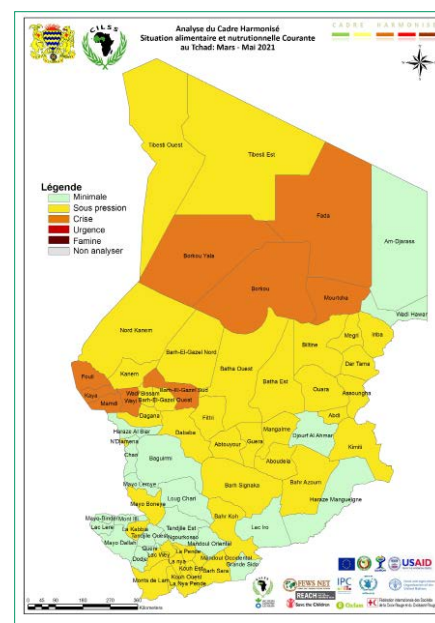
Les facteurs déterminant de la vulnérabilité des populations sont d'une l'impact négatif des activités agricoles saisonnières et des moyens de subsistance pendant la période de soudure. D'autre part, la nature erratique des précipitations affectera la récolte actuelle de riz, l'aliment de base, et le niveau des stocks sera épuisé avant la période de soudure.



1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

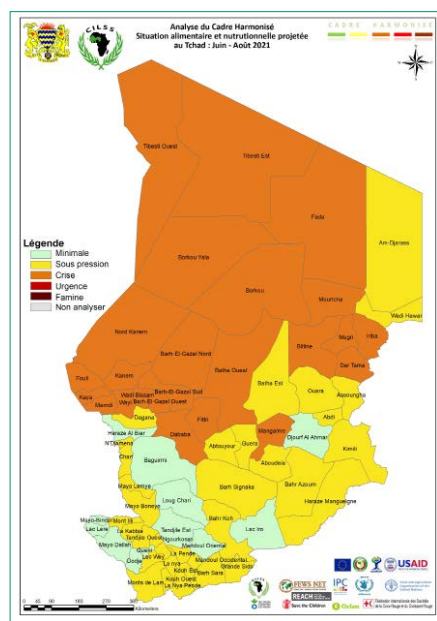
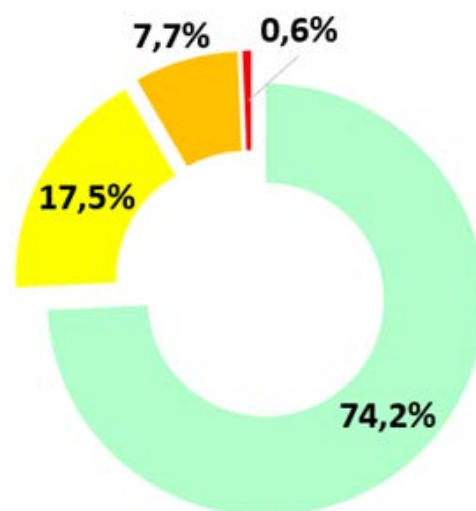
1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la situation courante (mars-avril-mai 2021), neuf (9) départements sont identifiés en « phase crise », Trente-neuf (39) départements en phase sous pression et Vingt et un (21) départements sont en « phase minimale ».



1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

Durant la période courante, 1 180 175 personnes se retrouvent en crise et 2 683 372 personnes sont en phase sous pression. Ces personnes vulnérables, notamment les plus pauvres nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience. Les populations se trouvant en phase minimale sont estimées à environ 11 416 303 personnes.



2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

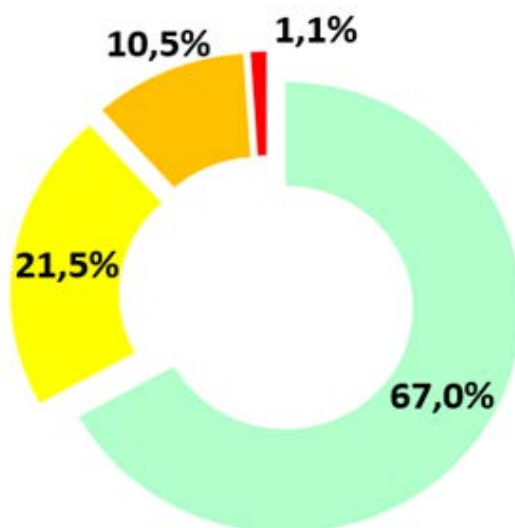
En situation projetée, aucun département ne serait en « phase urgence ». Cependant, vingt-quatre (24) départements (Tibesti Est, Tibesti Ouest, Fada, Mourtcha, Borkou, Borkou Yala, Bahr El Ghazal Nord, Bahr El Ghazal Sud, Kanem, Nord Kanem, Wadi, Bissam, Fouli, Kaya, Mamdi, Wayi, Batha Ouest, Fitri, Mangalmé, Biltine, Dar Tama, Iriba et Megri) seront en crise.

Trente-trois (33) départements seraient en «phase sous pression» et douze (12) départements seraient en «phase minimale».

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

En période projetée, 165 410 personnes seraient en urgence, et en situation de déficit considérable, avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. On estime également que près de 1 613 220 personnes seraient en « phase crise ». Elles nécessiteront une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, de ventes des céréales à prix modérés et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Les populations sous pression sont estimées à 3 331 382 personnes et n'ont pas de besoins immédiats, mais nécessiteront un soutien pour développer leur résilience, renforcer leurs moyens d'existence et s'assurer que la malnutrition aigüe restera contenue à son niveau actuel voire réduit. Enfin la population en phase minimale est estimée à environ 10 265 854 personnes.



3. Facteurs déterminants

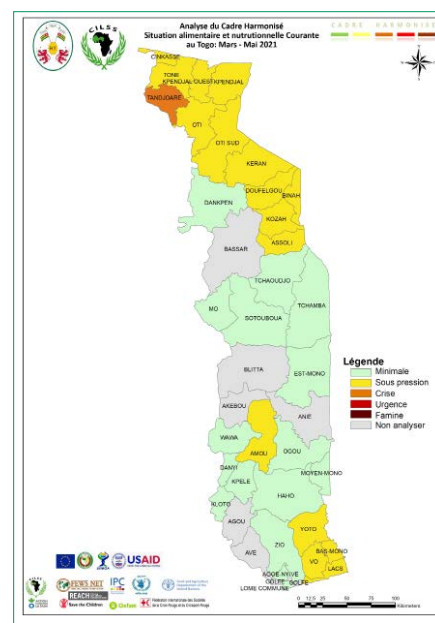
La plupart des facteurs contributifs relatifs aux dangers et vulnérabilités (insécurité liés aux conflits, inondations, maladies, épizooties et impact économique des mesures Covid 19), l'accès aux aliments (hausse des prix de céréales, détérioration des termes de l'échange bétail/céréales et cultures de rente/céréales) et l'utilisation des aliments y compris l'eau (accès à l'eau potable et la morbidité), ont eu des impacts négatifs sur les résultats « consommation alimentaire », « évolution des moyens d'existence », « état nutritionnel » et « mortalité ».



1. Situation courante de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

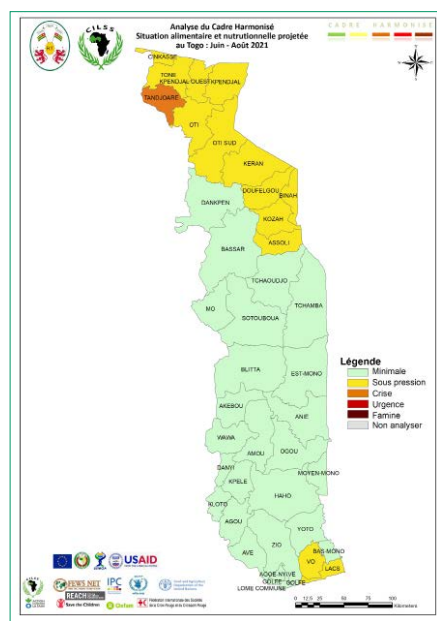
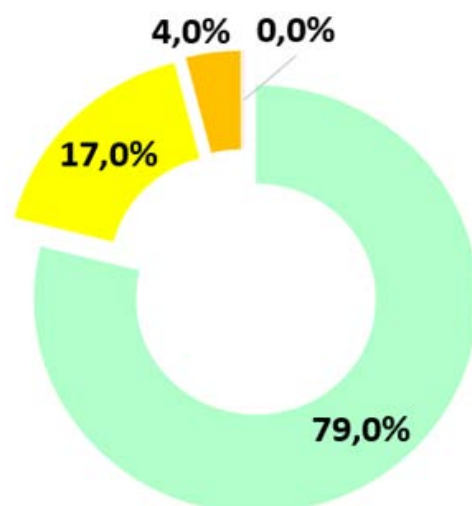
1.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la période Mars-Mai 2021, 16 préfectures en phase 2 « sous pression » et une préfecture en crise du CH celle de Tandjaoré.



1.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

En termes de population, c'est près de 1 011 628 personnes qui sont en phase sous pression (phase 2 du CH) et 237 934 personnes en crise et plus (phase 3 à 5 du CH) durant la période courante (Mars-Mai 2021).



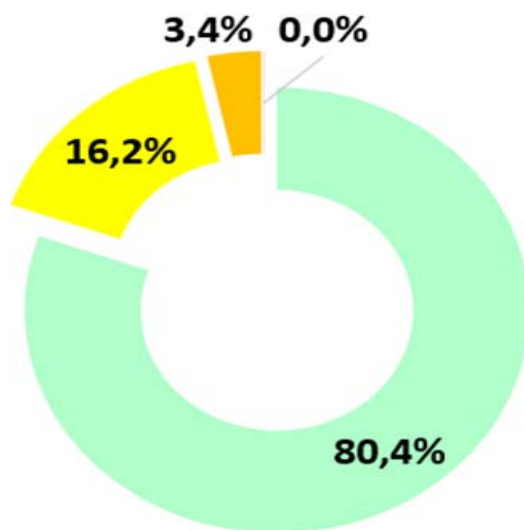
2. Perspectives alimentaires en situation projetée 2021

2.1. Zones en Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la période juin-août 2021, près de 958 550 personnes sont en phase sous pression (phase 2 du CH) on compte 204 135 personnes en situation de crise et plus (phase 3 à 5 du CH),

2.2. Population en insécurité Alimentaire et nutritionnelle

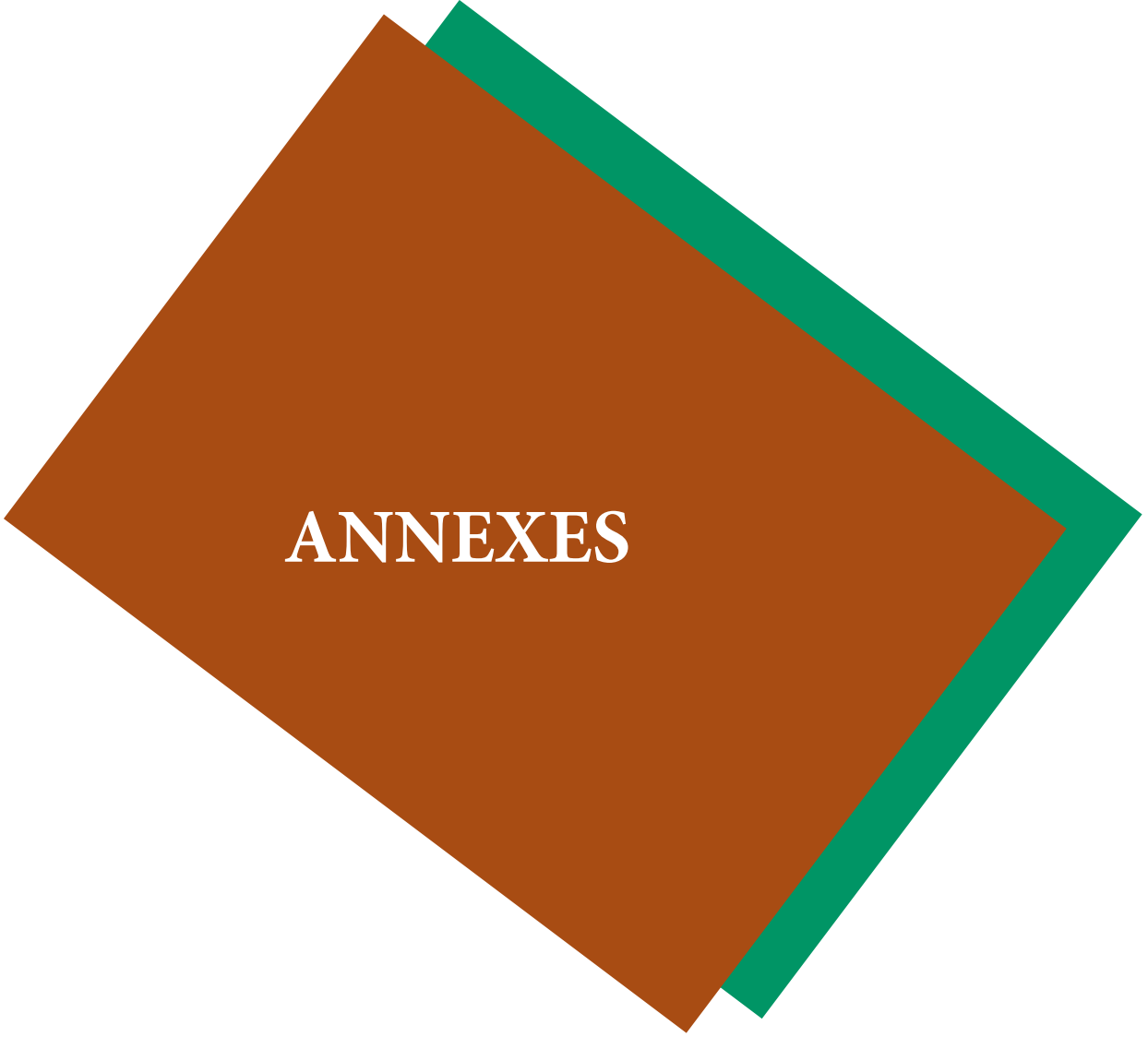
En période projetée ce sont 13 préfectures qui sont en phase 2 « sous pression » avec une préfecture en crise du CH celle de Tandjaoré.



3. Facteurs déterminants

- L'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Togo tire ses fondements de façon classique dans des facteurs chroniques : faible productivité, chocs climatiques, pauvreté, mauvaises pratiques d'hygiène et assainissement.
- Les mesures de lutte contre la propagation de la pandémie Covid-19, ont exacerbé les conditions de vies des ménages ruraux et urbains. L'avènement de cette pandémie de Covid19 a provoqué le ralentissement voire l'arrêt des activités économiques (activités génératrices de revenus, commerce, emploi temporaire, échanges commerciaux) et la flambée des prix de transport. La dégradation des moyens d'existence a rendu problématique l'accès à l'aliment pour les populations vulnérables.
- La fermeture des frontières a impacté négativement le commerce local et régional des produits agricoles, déconnectant ainsi les zones excédentaires des zones déficitaires





ANNEXES

Tableau : Répartition des populations estimées par pays et par phase, en situation courante (Mars – Mai 2021)

Pays	Population totale	Phase 1 Minimale/aucun	Phase 2 sous-pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe	Totale en Phase 3 à 5
Burkina Faso	21 706 163	15 884 068	3 745 776	1 898 955	177 364	-	2 076 319
Cote d'Ivoire	12 757 736	10 101 534	2 168 912	443 749	43 542	-	487 290
The Gambia	2 455 839	2 025 124	365 305	65 410	-	-	65 410
Guinée	11 115 573	8 235 004	2 426 628	453 942	-	-	453 942
Guinée Bissau	1 319 425	1 085 967	165 331	68 127	-	-	68 127
Ghana	30 955 204	26 542 200	3 450 102	935 221	27 681	-	962 902
Liberia	4 714 178	2 541 792	1 399 513	672 602	100 272	-	772 873
Mauritanie	4 271 197	3 333 129	721 234	216 834	-	-	216 834
Mali	21 112 001	16 988 771	3 256 239	837 144	29 847	-	866 990
Niger	22 752 775	16 695 949	4 435 613	1 519 342	101 871	-	1 621 213
Nigeria	99 161 438	66 919 551	23 045 764	8 702 777	493 345	-	9 196 122
Sénégal	17 215 426	14 514 144	2 403 220	294 266	3 797	-	298 063
Sierra Leone	8 100 318	4 195 687	2 403 510	1 501 121	-	-	1 501 121
Tchad	15 375 866	11 416 303	2 683 372	1 180 175	96 016	-	1 276 191
Togo	5 932 378	4 684 375	1 010 070	236 420	1 514	-	237 934
Total	278 945 517	205 163 599	53 680 587	19 026 084	1 075 247	-	20 101 331

Tableau : Répartition des populations estimées, par pays et par phase, en situation projetée (Juin-Aout 2021)

Population totale	Population analysée	Phase 1 Minimale/aucun	Phase 2 sous-pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe	Total en Phase 3 à 5
Benin	9 003 837	7 285 823	1 436 375	281 638	-	-	281 638
Burkina Faso	21 706 163	14 074 879	4 764 223	2 522 691	344 370	-	2 867 061
Cote d'Ivoire	12 757 736	9 688 098	2 489 010	521 857	58 771	-	580 628
The Gambia	2 455 839	1 855 578	486 542	113 720	-	-	113 720
Guinée	11 115 573	8 124 709	2 572 410	418 453	-	-	418 453
Guinée Bissau	1 319 425	933 275	285 567	100 582	-	-	100 582
Ghana	30 955 204	28 231 433	2 314 703	407 746	1 323	-	409 069
Liberia	4 714 178	2 264 674	1 510 122	776 050	163 331	-	939 381
Mauritanie	4 271 197	2 895 722	891 325	462 342	21 808	-	484 151
Mali	21 112 001	15 720 652	4 084 276	1 245 569	61 504	-	1 307 073
Niger	22 752 775	14 707 745	5 735 892	2 091 192	217 945	-	2 309 137
Nigeria	99 161 438	64 070 814	30 698 269	12 018 140	798 482	-	12 816 622
Sénégal	17 215 426	13 594 874	3 130 040	484 018	6 494	-	490 512
Sierra Leone	8 100 318	3 512 039	2 825 745	1 672 544	89 991	-	1 762 534
Tchad	15 375 866	10 294 234	3 303 003	1 613 220	165 410	-	1 778 630
Togo	5 932 378	4 769 694	958 550	202 621	1 514	-	204 135
Total	278 945 517	202 024 242	67 486 053	24 932 383	1 930 943	-	26 863 326

Contact : Dr Issoufou Baoua, Expert Cadre Harmonisé, issoufou.baoua@cilss.int
CILSS/AGRHYMET, administration.agrhymet@cilss.int

Mise en page: Unité Communication / AGRHYMET



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

